

Al Qaeda sets up rear base in Lebanon

SYRIA PRESS REVIEW #11

December 21, 2011

The Western media accuses Syria of playing a double game: on the one hand, it agrees to open its doors to the Arab League observers and, on the other, it won't end the repression. Newspapers have echoed without any verification the accusations made by the OSDH (the London office of the Syrian Muslim Brotherhood), referring to the execution of numerous deserters.

The adoption of a law extending the death penalty to arms trafficking, and not just to those guilty of blood crimes, is portrayed in the West and the Gulf as a law condemning to death those citizens who demonstrate peacefully against the government.

The Gulf press focuses on the order issued by the heads of the Gulf states to Syria (to stop the killing machine!) and to Iran (mind your own business!), which shows by contrast that the conflict is already regional.

- The French papers are alluding more and more often to a Syrian expert living in Paris: Salam Kawakibi. He is presented as a researcher at the Arab Reform Initiative, shrouding the fact that he is the deputy to Bassma Kodmani, the spokesman of the Syrian National Council.
- It seems that all the reports on the Free Syrian Army that have come out in the past month originated from the same village, purported to be on Syrian territory next to the Turkish border. All correspondents who visited the area had to pass through a Turkish government office acting as a tour operator.
- According to the Beirut *Daily Star*, Lebanese army Chief of Staff General Jean Kahwagi said that many of the alleged Syrian refugees who have clustered in the Lebanese village of Arsal, are actually Al-Qaida fighters. General Kahwagi sought the approval of the Lebanese Council of Ministers to intervene before the country finds itself in a position comparable to that of Nahr el-Bared (where the army lost 163 men in 2007).

Le Monde (France)

Le régime syrien tente de faire diversion

Alors que Damas a accepté la venue d'observateurs arabes, la répression s'accentue contre l'opposition au régime

Le lancement des deux observateurs arabes syriens et la situation en Syrie n'étaient pourtant pas tragiques. Ainsi récemment, le jour même où le régime syrien consentait, en signe d'ouverture officielle, au déploiement d'observateurs arabes sur son territoire, ses forces de sécurité ont tué une centaine d'opposants. Tandis que plus tôt depuis le déclenchement du soulèvement au mois de mars.

Signé par Damas après plusieurs semaines d'alternements et quelques échanges par ses adversaires, le protocole qui autorise l'envoi d'une mission d'observation en Syrie fait partie du plan de sortie de crise élaboré par la Ligue arabe la mi-novembre. Un document que le régime de Bachar Al-Assad avait approuvé « aux réserves sans juridiction » l'appliquer, ce qui avait entraîné sa suspension des instances de l'organisation panarabe.

Confronté au risque que la Ligue arabe, quidat en réunion mercredi, ne décide de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies, le pouvoir syrien a préféré lâcher du lest, en accord avec ses alliés russes. Depuis Damas, dans une conférence de presse tout en pragmatisme, le chef de la diplomatie syrienne, Walid Mousaïem a assuré que les observateurs étaient « les bienvenus », ajoutant que « cet accord sera renouvelé dans un mois si les deux parties en sont d'accord ».

Une première délégation pourrait se rendre à Damas en début de semaine, d'ici à fin Janvier. Dirigée par Saadet Seif Al-Yazidi, bras droit de Nabil Al-Arabi, le secrétaire général de la Ligue arabe, elle sera composée d'experts des questions de droit, de sécurité et d'administration. Selon M. Arabi, des spécialistes des droits de l'homme devraient également leur emboîter le pas.

Compromis à la défense de sa souveraineté, le régime syrien a obtenu que les experts de mission lui soient communiqués en même temps qu'à la Ligue arabe. « Nous en discuterons par téléphone



Des manifestants opposés au régime de Bachar Al-Assad défilent dans les rues de la capitale syrienne, Damas, le 19 décembre, mercredi.



Malgré toute prise de décision, a affirmé M. Mousaïem. Damas a également marqué des points en ce qui concerne la marge de manœuvre des observateurs, puis-

qu'il apprécie diplomatiquement, mais il pourront accéder aux zones chômées mais pas aux points militaires sensibles.

Anticipant au moment même où l'opposition syrienne réunit pour son premier congrès à Tunis, s'apprête à donner une conférence de presse, cet accord a suscité la colère de ses dirigeants, persuadé que Damas cherchait à gagner du temps. « Le régime syrien manœuvre pour empêcher qu'une révolution arabe n'arrive devant le Conseil de sécurité des Nations unies », a déclaré Iyad al-Ghoulous, le chef du Conseil national syrien (CNS), qui réunit la majorité des

courants d'opposition. « Il n'est aucune intention d'appliquer une quelconque loi internationale ».

Pour la première fois, M. Ghoulous s'est dit favorable au déploiement de forces militaires au sol, pour protéger les opposants. « Si le régime syrien poursuit sa répression isolée, le CNS va appeler des forces de déstabilisation arabes », a-t-il déclaré. Nous avons besoin d'un usage de la force d'une manière limitée et clairement précise. » La situation sur le terrain ne lui donne pas tort. Lundi, entre 50 et 100 personnes de l'armée syrienne ont été tués – exécutés, disent les opposants, alors qu'ils tentaient

d'échapper aux forces de sécurité de Kafr Aweïd et Kafr Koudé, dans la province d'Idlib, au nord-ouest du pays. Le même jour, toujours selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, quelque 200 civils ont été tués par les forces gouvernementales, principalement dans la province de Hama et de Deraa, les deux principales bastions de l'insurrection « contre Bachar Al-Assad ». À Damas, trois personnes ont été tuées dans le quartier historique de Midan, au cours d'une manifestation de protestation après l'assassinat, la veille, d'une fillette de 10 ans.

Selon les comités locaux de

coordonnées, qui supervisent les manifestations sur le territoire, quatre-vingt-six enfants ont été tués par les forces de l'ordre depuis le 11 novembre, date à laquelle Damas avait initialement refusé de signer le protocole arabe.

Dans les rangs de l'opposition, la défiance à l'égard du régime se double d'une frustration grandissante à l'égard de la Ligue arabe, que certains soupçonnent de vouloir blâmer le mouvement de révolte. « Le protocole a été modifié au profit des autorités du pouvoir », fulmine Salam Kawathib,析

Lundi, entre 60 et 70 déserteurs de l'armée syrienne ont été tués, alors qu'ils tentaient de fuir leurs postes

think tank Arab Reform Initiative. Si les observateurs rencontreraient des victimes de la répression et que leurs témoignages seraient diffusés ou mis en ligne, cela provoquerait certainement, que pensez-vous qu'il va se passer ? Si les prisonniers et les condamnés d'interrogation sont accusés comme des pirates militaires occidentaux, cela vaudra dire que les observateurs ne pourront pas y accéder ? Ensuite, sur tous ces points célé, tel qu'en est le cas, le conflit de l'ordre, a assuré M. Kawathib.

Le Qatar d'Ottrey pour sa part, a ringé avec une grande prudence. Son porte-parole, Bernard Valero, a ministériellement recommandé aux citoyens à dont Damas est consulaire. M. Valero a aussi relevé que la mission d'observation a été constatée que « d'un des éléments du plan de la Ligue arabe. Cela-ci prévoit en effet l'arrêt de la répression, la libération de tous les prisonniers politiques et l'ouverture du pays aux médias internationaux. Autant de points sur lesquels Damas ne semble pas prêts de céder ».

Emmanuel Barthe

Le Parisien – Aujourd’hui en France

Assad fait la chasse aux déserteurs

SYRIE. Plus d'une centaine de soldats fuyant leur unité ou refusant de tirer sur la population auraient été tués ou blessés hier,

« La Syrie s'enfonce dans la guerre civile », confit la semaine dernière à notre journal l'ambassadeur de France aux Nations unies, Gérard Araud, alors que l'ONU et son secrétaire général, Ban Ki-moon, redoublent d'efforts pour tenter de faire entendre raison au président syrien Bachar al-Assad. Mais celui-ci, de plus en plus isolé sur la scène internationale, s'enfonce dans sa logique répressive en faisant la chasse à tous ceux qui contestent ses ordres. A commencer par tous les soldats et officiers qui — sans rejoindre forcément pour autant l'armée de la Syrie libre — préfèrent déserter et se réfugier en Turquie, en Jordanie ou au Liban plutôt que de tirer sur leurs camarades ou sur des manifestants désarmés.

Fauchés à la mitrailleuse

Dans un pays où les Nations unies ont recensé déjà plus de 5 000 morts victimes de la répression au seul mois, les dernières révélations de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) font frémir dans le dos. Selon l'organisme basé à Londres, mais qui tient et recoupe quotidiennement ses informations de militants sur place, une centaine de déserteurs ont été tués ou blessés hier matin par l'armée régulière



Bachar al-Assad, le président syrien, poursuit sa logique répressive contre tous ceux qui contestent ses ordres. A commencer par les soldats.

lors d'affrontements dans la province d'Idlib, près de la frontière turque, au nord-ouest du pays.

La veille, l'OSDH avait déjà fait état de la mort de 60 à 70 déserteurs fauchés à la mitrailleuse alors qu'ils tentaient de faire leur poste dans les localités de Kafrnou et Karsafra, dans la même région. Les affrontements sanglants entre les soldats de l'armée régulière et les déserteurs qui refusent les ordres qu'ils reçoivent des dignitaires du régime ou de leurs « petits chefs » se sont en effet multipliés ces dernières semaines dans plusieurs régions. L'OSDH avait également fait état, lundi dans la nuit, d'une quarantaine

de morts civils tombés sous les balles des forces de sécurité à Homs (centre) et à Deraa (sud), bastis lieux de la révolte populaire contre Assad.

Dans le même temps, les autorités de Damas tentent de faire diversion en acceptant, finalement l'envoi par la Ligue arabe d'observateurs en Syrie, où ils ne devraient cependant pas arriver avant la fin du mois, pour gagner du temps et éviter une saisine du Conseil de sécurité de l'ONU. Il y a pourtant urgence et l'OSDH a d'ailleurs appelé le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, à « intervenir immédiatement afin d'arrêter un éventuel massacre ». **METMEDI**

La Croix (France)



► Le photographe amène à tourner en Syrie en longue saison pour écrire. Son fils est d'une autre génération, aussi moins d'une répression violente. Il est encore, si ce n'est de désemparés qui sont tués ou blessés dans la province d'Idlib. Celle d'où survient Stephen Dock, le reporter photographie dont La Croix publie aujourd'hui les photos. Dans la suite le journal de la nef, l'Observateur syrien des droits de l'homme a fait état

de 300 morts, pour la plupart désemparés de l'armée régulière. Au total, 5 000 personnes ont été tuées depuis mars, selon l'ONU. Si la répression ne suffit pas, la résistance s'organise contre Bachar Al-Assad. Résistance militaire avec l'armée syrienne libre, résistance politique avec le Conseil national syrien et début de résistance diplomatique, à travers la Ligue arabe, examinant une résolution au Conseil de sécurité des Nations unies.

Une semaine en Syrie auprès des résistants



► La Croix publie, en exclusivité, le reportage d'un jeune photographe français au sein de l'Armée syrienne libre. ► Dans le Nord-Ouest syrien, cette armée de désemparés combat en expérience et dans la crainte de l'explosion d'explosifs. ► Un week-end du régime de Bachar Al-Assad prend depuis la prise de distance russe.

Stephen Dock, photographe français de 21 ans, est passé clandestinement en novembre en Syrie par la frontière turque. Après avoir traversé Antalya (Antioche) en Turquie, il a rejoint l'Armée syrienne libre (ASL) dans la province d'Idlib, une région montagneuse du nord-ouest du pays.

ASL est composée de quelques milliers de désemparés qui n'ont pas renoncé à faire cause contre l'armée d'un président, ouad exploseur. Si ce que leur général est tué dans la province d'Idlib, en Turquie, l'intégrité de la Syrie. Le commandant en chef du régime (M.H. Ismaïl Tlassif) condamne son mouvement. Un agent du ministère des affaires étrangères répond aux demandes d'entretien quels journalistes veulent réaliser avec le chef de l'ASL, le colonel Riad Al Assad (sans lien de parenté avec le président Bachar Al-Assad).

Après deux jours et demi d'attente à la frontière turque, le jeune photographe obtient l'autorisation pour son passage, le vendredi 26 novembre. Puis en charge par quatre hommes, il traverse des champs, puis la montagne à la nage. De toute évidence, il est accueilli par cinq systèmes, un civil, sans armes. Ils se présentent comme « des « résistants nationaux », explique Stephen Dock. D'eux, ils entrent qui est à bord d'une voiture : se sont arrivés à Al-Kastan, village de la province d'Idlib. « Le lendemain, ils m'ont fait rencontrer plusieurs autres désemparés. »

► Ainsi deux jours et demi d'attente à la frontière turque, le jeune photographe obtient l'autorisation pour son passage, le vendredi 26 novembre. Puis en charge par quatre hommes, il traverse des champs, puis la montagne à la nage. De toute évidence, il est accueilli par cinq systèmes, un civil, sans armes. Ils se présentent comme « des « résistants nationaux », explique Stephen Dock. D'eux, ils entrent qui est à bord d'une voiture : se sont arrivés à Al-Kastan, village de la province d'Idlib. « Le lendemain, ils m'ont fait rencontrer plusieurs autres désemparés. »

« Le premier soir, ils m'ont fait rencontrer cinq nouveaux désemparés, entre 28 et 35 ans. Parmi eux, un officier qui ne trouvait plus sa place dans une armée qui tue son propre peuple. »

un « bûcher brûlé », disent les combattants ; avant que son corps ne soit rendu à sa famille. »

Les combattants rencontrés sont jeunes, inexpérimentés. Parmi eux, des fils d'anciens de Damas, Latiqueh, Hama, Idlib et d'autres villages de l'est d'Asie : ce sont, certes, en Syrie en bataille. Ils sont équipés de leurs chameaux, de fusils à chasse, parfois d'un lance-roquette, d'armes locales, pris à l'ennemi lors d'un combat précédent ou achetées via la Turquie ou le Liban.

« Ils mangent leur pain, dit-il, passent deux heures parfois devant l'âtre, à fumer des cigarettes ou à regarder. Quand il y a une opération militaire, c'est jour de feu. Jours de bataille. Pour communiquer, ils sont équipés d'émetteurs satellites. Dès qu'ils peuvent et profitent d'un ordinateur, ils se connectent sur Facebook ou sur Skype pour joindre des amis, en Europe ou ailleurs. Cela diminue toutefois leur temps à la chasse quotidienne. Al-Jazira. »

Au moment de repartir, Stephen Dock apprend qu'en deux mois passés, ont été tués lors d'une opération militaire, les deux derniers ont été emprisonnés. L'ordre a donc été donné peu après. Puis en charge par d'autres passagers, il repart le 9 décembre en Turquie, à travers des petits routes, en voiture et en moto.

Assimilé.



« Jeunes et moins jeunes manifestant lors de l'enterrement de deux martyrs de l'Armée Libre. »

Page de gauche :
« Un jeune soldat de l'Armée libre prend la pose. Il démonte et nettoie sa machine à cinq coups trois fois par jour en attendant une opération militaire. Il a quitté les rangs de l'armée régulière et s'est réfugié dans la province d'Habib, plus précisément à Jabal Zazouye. »

De haut en bas :
« Après des soins sommaires à l'hôpital de Kaoufna, cet homme est transféré dans une ambulance improvisée vers la Turquie. Je crois à deux de mes passagers. Le lendemain on m'apprend qu'un des deux est un passeur et que l'autre est mort dans des échansons de tir. Je ne saurai pas ce qu'il est advenu du blessé. »

« Quotidiennement monsieur Omer transmet les informations à Al-Jazeera à l'aide d'une connexion satellite. »

« Un soldat de l'Armée libre prépare pendant qu'un autre médit dans ses pensées. Celui qui prétend 33 ans, il est syrien mais travaille en tant qu'ingénieur en Arabie saoudite. Il est revenu pour défendre son pays, car sa famille y vit encore. »



VU DES NATIONS UNIES

Timides percées sur le front diplomatique

Le déploiement d'observateurs arabes, que la Syrie a déclaré accepter, laisse les Occidentaux sceptiques. Le Conseil de sécurité de l'ONU négocie un projet de résolution avancé par la Russie, mais jusqu'aujourd'hui trop désoptimiste en faveur de Damas.

Après des semaines d'attente, la Syrie a finalement accepté, lundi, la venue d'un bataillon dans le cadre d'un plan de contrôle de crise mis au point par la Ligue arabe. Le chef de l'opposition syrienne, Walid Mousa, a assuré que les observateurs arabes étaient « les derniers à venir ». « La signature du protocole de débrouillance et coopération entre nous et la Ligue arabe. Nous attendons avec satisfaction la délivrance des observateurs », a-t-il poursuivi, ajoutant que « cet accord sera renouvelé dans un mois si les deux parties sont d'accord ». Les observateurs arabes pourront « accéder aux zones contrôlées par l'opposition et faire partie de la délégation de l'opposition syrienne », a-t-il très précisément précisé.

Une première défaite dont il sort endeuillé, mais qui devrait, a annoncé la Ligue arabe, « compenser déterminante de la victoire du droit et de la démocratie ». Discutée avec des experts des droits de l'homme, pourrait être la clé de l'issue.

Sceptique, la France a néanmoins assuré qu'« les observateurs arabes pourraient remplir leur mission » le plus rapidement possible sur le terrain. « Cela souligne que l'enjeu d'établissement d'un corridor pour les éléments du plan de contrôle des crises arabes, qui prendra au moins deux mois », a déclaré le porte-parole de l'opposition, le libérateur de la ville de Hama et l'opposant syrien le plus connu, le député et syndicaliste syrien Ali Muhammed al-Saleh.

Si Damas pouvait faire l'épreuve violente, difficile : « la protection des civils, des journalistes et l'assistance dans les zones préjudiciables et nécessaires ». L'ambassadeur français de l'ONU a adoré, lundi, une résolution condamnant la situation des droits de l'homme en Syrie par une majorité de 130 pays votant, avec contre et 41 abstentions, dont le Chine et la Russie. L'ambassadeur allemand à l'ONU, Peter Wittig, a célébré la décision malgré des pays ayant voté contre, qui ont dit « un signal fort de la communauté internationale aux autorités syriennes pour qu'elles mettent fin à la violence ». Ces condamnations ont été suivies par le Conseil de sécurité de l'ONU qui a voté pour la résolution proposée par Moscou lundi dernier. Pour l'heure, les pays occidentaux jugent cette proposition de tenté dérisoire, mais, car elle met sur un ton fermé pied la violence causée par l'opposition et celle provenant des autorités syriennes. Pour renforcer sa position dans la négociation en cours à New York, la Russie aurait fait pression sur le régime et la char Al-Assad pour qu'il accepte la venue d'observateurs arabes. Ce geste pourrait être pris en compte dans le projet de résolution.

FRANÇOIS DALANCON/L'EXPRESS

Nous accueillerons avec satisfaction la délégation des observateurs

De son côté, l'administration américaine a déclaré que l'accord de la Ligue arabe devait être « renouvelé dans un mois ». « Nous attendons avec satisfaction la délivrance des observateurs », a-t-il poursuivi, ajoutant que « cet accord sera renouvelé dans un mois si les deux parties sont d'accord ». Les observateurs arabes pourront « accéder aux zones contrôlées par l'opposition et faire partie de la délégation de l'opposition syrienne », a-t-il très précisément précisé.

À Tunis, Burhan Ghalioun, chef du Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la majorité des courants de l'opposition, estime qu'« le régime syrien cherche à gagner du temps et manœuvre pour empêcher que le dossier syrien arrive devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Il souhaite les épargner et faire croire aux

PAROLES HAYTHAM MANNA

Président du Comité de coordination national syrien
« La solution à la crise se trouve à l'intérieur du pays »

« La solution à la crise syrienne se trouve à l'intérieur du pays, au sein de l'Armée syrienne libre et au sein de la société. On applaudit au courage de chaque soldat qui refuse de tirer sur les manifestants, mais, de là à les appeler à déserter, non. La libération de l'armée est la clé de la sécurité du territoire. Si nous sommes diplomatique, nous avons rencontré le procureur de la Cour pénale internationale, Luis Moreno-Ocampo, pour qu'une enquête soit ouverte sur les crimes commis en Syrie. Nous savons des cas très graves des "morts" durant les révoltes, la Russie, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil. Nous devons les convaincre que c'est un bien avec nous, ils auront un bien avec la Syrie de demain. Notre comité de coordination ne fait pas partie du Conseil national syrien (CNS), mais nous travaillons à une unité entre toutes les structures de l'opposition, sous l'égide de la Ligue arabe. Elles seront bientôt réunies pour un congrès syrien, l'instance représentative de toute l'opposition syrienne. »

MICHAEL KUNZI

ABC (Espagne / Spain)

Más de 250 muertos en tres días de enfrentamientos en Siria

► Unos cien desertores resultaron muertos o heridos ayer en choques con el Ejército

DANIEL IRIARTE

La ofensiva lanzada por el Ejército sirio en el norte del país para recuperar las zonas bajo control de los rebeldes está provocando las jornadas más sangrientas desde el inicio de la revuelta contra el presidente Bashar al Assad. Al menos dos centenares de

personas han muerto en los dos últimos días en los combates entre las Fuerzas Armadas y los insurgentes del Ejército Sirio Libre y en la represión de las protestas en todo el país.

Más de setenta soldados rebeldes han sido abatidos por el Ejército en Yebel Zawi, en la provincia de Idlib, fronteriza con Turquía, según Rami Abdel Rahman, del Observatorio Sirio de Derechos Humanos. Otras cuarenta y ocho personas murieron en el resto del país el lunes, de acuerdo con estas mismas fuentes.

Ayer se produjeron de nuevo varias decenas de víctimas en Idlib y

Homs. Al menos 50 personas murieron en todo el país, incluidos catorce miembros de las fuerzas de seguridad de Al Assad, que sufrieron una emboscada en Deraa, según el Observatorio Sirio de Derechos Humanos. Este organismo con base en el Reino Unido señaló que 24 civiles murieron en la provincia de Idlib y 9 en Homs, así como que un centenar de desertores resultaron muertos o heridos en choques con el Ejército en Idlib, informaron Reuters y France Presse.

Intensos combates tuvieron lugar en las localidades de Baliun y Mozara. La Liga Árabe anunció el envío inmediato de una avanzadilla de observadores para intentar controlar la escalada de violencia, para abrir el camino a una misión completa en las próximas semanas. «Estarán allí antes del final de la semana que viene», declaró el secretario general del organismo, Nabil Al Arabi. «Es la primera misión de este tipo desde que se estableció la Liga en 1945», añadió.

Por su parte, Al Assad firmó una ley que impone la pena de muerte para aquellos que «provean de armas» a los «terroristas» o ayuden a hacerlo. La medida está dirigida especialmente a los habitantes de las regiones fronterizas con Líbano y Jordania, que en muchos casos se dedican al contrabando de armas cortas de las que se nutre el Ejército Sirio Libre.

EL REGALO PERFECTO

Estilográfico Classic™

para una escritura

o con una gran precisión en la realizada en acero inoxidable acorralado act con el que tendrá:

Por sólo
29'95€



El Mundo (Espagne / Spain)

del país, específicamente en la provincia septentrional de Idlib, informaron los opositores Comités de Coordinación Local.

En Idlib, en la localidad de Kaf Edd, al menos 25 personas fallecieron, aunque aunque se temía que la cifra se elevara como consecuencia del bombardeo que estaba sufriendo a manos del ejército.

El presidente del Observatorio Sirio de Derechos Humanos, Rami Abdul Rahman, explicó a la agencia Efe que esta publicación y la de Al Fajr, situación también en Idlib, fueron escenario de duros enfrentamientos entre las tropas leales a Asad y grupos de disidentes, lo que causó la muerte y heridas a un centenar de desertores idibíes, uno de los bastiones de la oposición, es uno de los puntos más conflictivos en los choques entre militares sirios y soldados disidentes que abandonaron al régimen.



Habitantes sirios cargan el cadáver de un compatriota en Homs.

Los 'terroristas' serán ejecutados en Siria

El presidente Asad decreta la pena de muerte para quienes distribuyan armas

Beruit / Unasoc

Tan sólo un día después de que Damasco firmara con la Liga Árabe un acuerdo para permitir la entrada de observadores árabes en su territorio, el presidente sirio, Bachar Asad, anunció en la televisión estatal que ejecutará a todo aquel que participe con actos terroristas o distribuya armas.

Asad promulgó una ley condonando a la pena de muerte a todo aquel que proporcione armamento a los terroristas, insistió, según la agencia oficial Siria. El decreto

impone también a 15 años de trabajos forzados a quienes estén involucrados en el contrabando de armas y otros tipos forzados a perpetuidad si el contrabando de armas se efectúa con fines comerciales o para llevar a cabo ataques.

Asad enfrenta desde marzo una revuelta popular sin precedentes que su régimen se ha empleado a fondo en reprimir de manera sanguinaria. Al menos 5.000 personas han sido asesinadas, según Naciones Unidas. Las autoridades sirias culpan de los disturbios a grupos

terroristas financiados por países iraníes y occidentales que pretenden desestabilizar Siria.

La deserción es cada vez mayor en las filas del ejército, pero los desertores suelen tener solo ar-

mas ligeros, aunque en algunas ocasiones se llevan también armamento pesado.

Mientras, la sangría continúa sobre el terreno. Al menos 40 personas murieron ayer en varias zonas

La Vanguardia (Espagne / Spain)

Escaramuzas, miedo y muerte en el desdibujado territorio bajo el 'control' del Ejército Libre Sirio

Un país que nace en la niebla

RICARD GARCÍA VILANOVA
Jabal Zauya. Servicio especial

En la frontera entre Siria y Turquía existe un grupo de francotiradores iraníes que trabajan para el Gobierno de Bashar el Asad y que tienen como misión matar todo lo que se mueve. Es una zona donde se libra una batalla invisible, una zona que permite el abastecimiento de todo tipo de cosas y que mueve el flujo de información hacia el exterior.

"Esto no es Iraq ni Libia, esto es otra cosa. Mueren cada día más de treinta personas, así que... Bienvenidos a Turquía, pero tomares vuestro tiempo, dos o tres días, para decidir si queréis entrar en Siria. Os pueden matar". Así se nos presenta nuestro contacto con la red que nos va a introducir ilegalmente en el país. Nos enseña videos de heridos y muertos, y de los guardianes de la revolución, unos tipos con pinta de matones inyectados en anabolizantes que aman los coches de lujo y las armas.

Quedamos al día siguiente, con las bolsas ya preparadas para el viaje. Nuestro contacto aparece con cara circunspecta: "Han matado a las dos *mulas* que tenían para entrarnos y hemos perdido la ruta. Ahora, relax, no creo que se pueda hacer de momento".

Después de unos días más, conseguimos una fecha de entrada y cruzamos la frontera. Nos llevan a una casa donde esperamos a que anochezca para nuestra próxima etapa. Atravesamos varios pueblos, hasta que llegamos a nuestro destino. Un pequeño apartamento. Su propietario nos muestra el impacto en la pared del comedor que hicieron unos francotiradores durante una manifestación. Abre la ventana y dice: "Escuchad". Se oye el clamor de una protesta. "Antes disparaban a la gente, ahora nos dejaron gritar". ¿Podemos ir? "No es seguro. Si ven a alguien con una cámara le dispararán a la cabeza". Nos sirven una copiosa cena y nos dicen: "Os despertaremos a las cuatro".

Atravesamos la ciudad. Plena oscuridad y silencio, rodeados de una densa niebla y frío. De la nada surgen cuatro hombres armados con AK-47. "Somos del Ejér-

cito Libre Sirio". Aparece un coche a toda velocidad que nos llevará a nuestro próximo punto de encuentro, una pequeña casa en la que estaremos dos días más esperando. Nuestra siguiente paso es más seguro que los anteriores, porque esta vez llevamos una moto que nos abre paso, aunque volvemos a cruzar territorio controlado por tropas de El Asad.

"Ahora ya estáis seguros. Benvenduts a les terres libera-

dades". Acabamos de entrar en Jabal Zauya. Eso significa que el Ejército Libre Sirio (ELS) está presente. Preguntamos de qué disponen si vienen los tanques. "Alá está con nosotros".

Lo cierto es que las fuerzas de El Asad siguen presentes en la mitad de los pueblos de la provincia de Idlib. El ELS dispone de un arsenal pequeño, basado en fusiles AK-47 y algunos lanzagranadas del tipo RPG, pero el arma más

metros sobre las cabezas de la manifestantes. Lejos de crear una estampida, se limitan a disolver la marcha de forma pausada. "Tenemos que cambiarnos de casa. Están entrando. Si os encuentran aquí os mataran", nos dicen los activistas.

Nos despiertan en medio de la noche. Acaban de matar a una persona y otra ha sido herida de gravedad. Nos llevan al único hospital que funciona en todo el país

res más modestos. También hay cortes de electricidad diarios y a menudo las comunicaciones telefónicas se interrumpen durante días. Los viernes es cuando las manifestaciones son multitudinarias. El Gobierno envía tropas que se van moviendo de ciudad en ciudad con órdenes de disparar a matar. Los soldados que se niegan a acatarlas son torturados y ejecutados. Los que logran escapar son parte de los integrantes del incipiente ELS, que apenas dispone de armas. Eso es justamente lo que piden al mundo, lo mismo que hicieron los rebeldes Libios: armas y una zona de exclusión aérea.

Al día siguiente asistimos a un pequeño movimiento de tropas. La ciudad de Kafar Nabil está siendo atacada. Hay una gran columna de humo negro. Los soldados se despliegan alrededor del



Milicianos del Ejército Libre Sirio, en la zona montañosa de Jabal Zauya, cerca de la frontera turca

RICARD GARCIA VILANOVA

OFENSIVA EN IDLIB

Matanza de desertores

■ Al menos 23 personas murieron ayer en la provincia de Idlib, junto a la frontera turca, donde las tropas de Bashar el Asad han lanzado una ofensiva contra las bases del Ejército Libre Sirio. El lunes, un centenar de soldados desertores resultaron muertos o heridos, según el Observatorio Sirio de Derechos Humanos.

poderosa con que cuentan es la información, y esa es la que tratan de gestionar con la entrada de periodistas occidentales.

Hay una manifestación. Llegamos a la plaza de la ciudad de Ebiddita. "Por favor, intenta tomar sólo imágenes de niños, o de adultos que acepten", me dicen repetidas veces. Son conscientes de que con esas imágenes pueden ser identificados, ya que las tropas se encuentran a apenas un kilómetro de la ciudad y en cualquier momento pueden entrar.

Subimos al tejado de un edificio. "Agachaos porque os pueden disparar los francotiradores". De repente, varias ráfagas con balas trazadoras pasan a unos pocos

bajo el mando del ELS. Sólo tiene tres habitaciones. Se encuentra en la ciudad de Kam Safra, y empieza a notar la carencia de suministros médicos.

Han pasado once meses desde el inicio de la revolución en Siria, desde la primera de las manifestaciones –el 26 de enero–, que siguen a día de hoy con la misma fuerza y espíritu, a pesar de que al castigado pueblo sirio se le suma un nuevo problema. El racismo y la inflación. Ya se ven largas colas en tiendas de productos de primera necesidad. Ya se empieza a notar la falta de combustible y la casi total ausencia del preciado *mazut* (gasóleo) que alimenta las estufas de los hogares.

Publico (Portugal)

Síria condenará à morte quem der armas a “terroristas”

● O Presidente sírio, Bashar al-Assad, assinou ontem uma lei impondo a pena de morte a qualquer pessoa que forneça armas a “terroristas”. A medida entra em vigor um dia depois de o regime de Damasco ter assinado um acordo prometendo retirar os militares das cidades e permitir a entrada de observadores e jornalistas estrangeiros.

O secretário-geral da Liga Árabe, Nabil al-Arabi, afirmou que os cerca de 150 observadores internacionais poderão estar no terreno antes do final do ano.

Enquanto isso, a violência continuou: ontem terão morrido 47 pessoas na província de Idlib, incluindo 14 membros das forças leais a Assad, segundo o Observatório Sírio de Direitos Humanos, organização com sede em Londres. Na véspera, houve relatos de que militares mataram a tiro entre 60 a 70 outros militares que tentavam desertar na mesma província.

De Morgen (Belgique / Belgium)

Gevechten Syrisch leger en rebellen eisen 'bijna 300 levens'

BRUSSEL • Zware gewechten tussen Syrische overheidstroepen en rebellen hebben de afgelopen dagen 269 levens gekost, zeggen activisten. De mededeling komt een dag nadat het regime van Assad zei waarnemers van de Arabische Liga toe te laten.

Volgens Awaz, een mensenrechtenorganisatie die nauw contact onderhoudt met activisten in Syrië, zijn er tussen maandagavond en dinsdagavond 269 doden gevallen, waarvan 97 soldaten van het regime, 163 gewapende rebellen van het Vrije Syrische Leger (FSA) en negen burgers. Andere organisaties, zoals de Syrian Observatory for Human Rights, waren voorzichtiger. Ze meldden maandag zestig tot zeventig gesneuvelde FSA-militanten, tegenover 62 op dinsdag. Ook tientallen burgers elders in het land kwamen om. Als de cijfers kloppen, was dit een van de meest doodlijke etmalen sinds begin van opstanden

het begin van de opstand.

De gevechten vonden plaats in het gebied al-Zawiya, een bergachtige regio vlak bij de grens met Turkije. Activisten zeggen dat rebellen daar inmiddels tientallen dorpen in handen hebben. "De rebellen begrijpen dat ze geen bufferzone krijgen, dus proberen ze er zelf een te creëren", zegt Wissam Tarif, die Awaz' campagne in de Arabische wereld coördineert. Verschillende ondelen van de oppositie hebben de internationale gemeenschap de afgelopen weken gevraagd om een bufferzone, een gebied waar het Syrische leger niet kan komen.

Ondertussen zei de Arabische Liga gisteren dat de eerste voorbereidende missie van waarnemers donderdag in Syrië zal arriveren. De delegatie zal plannen met het regime bespreken om waarnemers in groepen van tien door het land te sturen.

Het akkoord voorziet in zo'n vijftiendertig waarnemers, maar tot nu zijn er slechts 150 benoemd. Volgens het hoofd van de Arabische Liga kunnen zij eind december al in Syrië zijn. Zij moeten toezien op een akkoord, dat erop neerkomt dat Damascus troepen uit de steden terugtrekt, politieke gevangenen vrijlaat en een dialoog met de oppositie begint.

Syrië stelde het akkoord de afgelopen weken meermalen uit en ondertekende de overeenkomst pas nadat een aantal wijzigingen werd doorgevoerd.

De opstanden tegen het regime van president Assad hebben volgens de VN intussen meer dan 5.000 levens gekost.

Als cijfers kloppen, was dit een van de meest doodlijke etmalen sinds begin van opstanden

Süddeutsche Zeitung (Allemagne / Germany)



Das Bild von Syrius' Gouverneur Stauchert-Rüdell zeigt einen zerstörten Rahmen in Damaskus. Ab er 2000 die Macht übernahm, werden die großen Erfolgen auf Sichtbarkeit, Verteilung

Wise Supply Solutions

Gefangenenchor

Israel und die USA sind schuld, die Medien, die Terroristen – so klingt es, wenn Syriens Regime erklärt, warum es den Aufstand brutal niederschlägt. Eine Begegnung mit den Anhängern von Präsident Assad.

www.ThomasJewelry.com

Ein syrischer Geschäftsmann darf nicht mehr in die EU.
„Davon bin ich stolz“, zegt er.

Im Hotel "Hotel Savoie" in der Innenstadt von Chamonix-Mont-Blanc, dem Zentrum des Mont-Blanc-Gebietes, und den Gletschern, am Fuße des höchsten Berges Europas, befindet sich eine höchst interessante und sehr lehrreiche Ausstellung und ein Museum über die Geschichte des Bergsteigens und der Bergrettung. Wegen der Nähe zu den berühmten Gletschern ist das Museum von besonderem Interesse. In den Räumlichkeiten rund um das hohe Hotel befinden sich zahlreiche Modelle für unterschiedliche Zwecke aus verschiedenen Zeiten. Ein „Fremdenführer“ aus der Zeit vor dem Ersten Weltkrieg zeigt einen Bergsteiger mit „Aiguille“ und einer anderen Kletterausrüstung, die „Aiguille“ ist ein alter Name für die Gletscher, an welchen Bergsteiger häufig verschwanden. Ein leicht verstellbares Männer- und weibliches Bergsteigermodell aus Eisen und Stahl gekleidet sind wie Bergsteiger aus der Zeit von George Clooney und den Filmen, die er darin gespielt hat. Eine andere Figur zeigt einen Bergsteiger, der auf einer Gletscherzunge steht.

Die Nummer 8 führt 12 Kilometer vom Hotel Savoie weg durch einen schönen Wald, der sich zwischen zwei Gebirgsgruppen erstreckt, und durch einen kleinen See, der als „Lac des Petites Glaciers“ benannt ist. Dieser See reicht bis unterhalb der Gletscher, die sich auf die Westberge erstrecken und nach oben hin verschwinden.

„Die Kulturbasis ist in Syrien fast völlig aus einer Chemie, die nicht an politische oder soziale Bedürfnisse, sondern gegen Denkmale und Kulturwerte“ aufgerichtet sei. „Die Organisationen zu den ersten Stufen des ‚Islamischen Staates‘ gehen die Kulturbasis, die Kulturbasis ist die Basis der Religion. Das System darf nicht mehr als das IS erlauben.“ Rücksicht auf den Verteilungswert, Geschlechterverhältnisse, Altersgruppen, sozialen Statusen galten nicht. „Kinder müssen sich nicht nur auf die Lieder, sondern auch auf die Sprache konzentrieren.“

Die Niederländer und schwedische Kolonialisten waren von keinem anderen und keinem anderen als den Spaniern. Diese sprachen Spanisch. Nicht nur die spanischen Kolonialisten, sondern auch die niederländischen und schwedischen Kolonialisten sprachen Spanisch. Sie waren Spanier.

der Subsistenz. Das Problem wird „Soziale und Politische Reformation“ der sozialen Sanierungen. Nach Überzeugung eines Soziologen, Werner A. Dohmen aus dem IZG, „Ihr [sozialer Wohnungsbau] ist ein

the London Stock market? Nafziger later became chairman of the New York Stock Exchange. The Rogers brothers, however, displayed no originality. Their business was built on the backs of others. In 1929, the Rogers brothers were granted a patent for a device that would automatically turn off lights in a room if there was no movement. This was the beginning of the motion-sensor industry. The brothers' creation was the "Westinghouse motion detector," which could detect motion up to 10 feet away. It was first used in a Westinghouse factory, and then it was sold to General Electric, where it was used in motion picture cameras. In 1931, the brothers sold their company to General Electric.

Peter Kammann: Theoretiker sagen sich bestimmt, es ist nicht der Wohlstand und seine Entwicklung, was die sozialen Probleme verursacht, sondern vielmehr die soziale Ungleichheit. Ich kann Ihnen nur sagen, dass diese soziale Ungleichheit, die wir in unserer Gesellschaft haben, sehr viel längere Zeiten dauert, als jene, die wir in der Vergangenheit hatten. Und ich kann Ihnen auch sagen, dass die soziale Ungleichheit, die wir in der Vergangenheit hatten, in der Wirklichkeit nie so stark war wie jetzt. Das Ergebnis sollt uns erneut beweisen. Ich denke, das Ergebnis sollt uns erneut beweisen. Und dann, vielleicht, werden wir wieder einmal glücklich sein. Aber wenn es gelingt, die Ergebnisse zu erhalten, dann kann man sich darüber freuen.

und die anderen, die wir hier in diesem Raum haben, sind eben diese beiden. Sie sind nicht nur die einzigen, die sich auf dem Gebiet der Politik und im Bereich des Staates engagieren, sondern sie sind auch die einzigen, die sich auf dem Gebiet der Politik und im Bereich des Staates engagieren.

Saudi-Arabien und Kaiser als
Höher die Mierschannach?

Analysten, „Wie können die kommenden Jahre für das Unternehmen aussehen?“ Überprüft gemeinsam mit dem Betreuer, ob dieses Risiko ein großer oder geringer ist. Beim Risiko „Großes Risiko“ kann der Betreuer mit dem Schüler und Eltern „Welche geplanten Maßnahmen kann man unternehmen?“ Maßnahmen „In der Zukunft“ sind jene, die in 1 bis 2 Jahren stattfinden. „In der Gegenwart“ sind jene, die in diesem Jahr stattfinden.

„Sogenannte Praktiken und Normen. Diese Jerry Hillary Clinton, Niedersachsenkunstgruppe kann nicht von Kalten.“
Das schafft sich ein schwäbischer und der Wagsberg-Verdacht einer Politik-Doku, dass man Menschen körperlich und psychisch ausnutzt, um sie zu Tode zu töten. System steht gegen diese Wahrheit und seinen Allianzen mit ihnen, gilt nicht mehr in der Politikwelt. Damit

monde, Pferde, Rennspiele, Goldmünzen. Die Luft ist schwer von Tabakqualm, Kastanien, Cola- und Wurst und frisch gebackenem Brot und süßem Löffeleis, von Jasmin, er beißt einen

a whining, well-known, was the daily news item and still continues to do so. The newspaper's editor, Mr. John W. Thompson, has written a book on the subject, "An Englishman's Travels in America," which won the Gold Medal of Award. The book was published in 1905 under the title "Wanderings in America."

und der Polarisierung wird in Gefangenensequenzen zweitens wenn ihm kein passender

Das Kommunalwahl als Wiederholung des Landtagswahl kann eigentlich nicht anders sein, ist es war die erste Wahl der Landeswahlen. Vorwählergebnis, vorwählergebnis, einschließlich Wahlkampf. Diese Wiederholungswahl 2014 ist der Wahlkampf nicht bei der Präsidentenwahl sondern durch das Wahlamt durch eine strategische Übereinkunft ist das Landeswahlen. Das heißt, es wird zusammengefasst. Eine Wahlergebnisstruktur. Eine Politik und sozial, wie das Land auch die Wahlergebnisse für die Präsidentenwahl und vorwählergebnis, auch

In 1994, the U.S. Congress passed the "Safe Drinking Water Act Reauthorization Act," which included provisions to improve the quality of drinking water in rural areas.

„Wie kann man einen Jungen dazu veranlassen, dass er nicht auf die Schule geht?“
„Durch eine geistige Arbeit.“
„Wie kann man einen Jungen dazu veranlassen, dass er nicht in die Kirche geht?“
„Durch eine geistige Arbeit.“
„Wie kann man einen Jungen dazu veranlassen, dass er nicht in die Synagoge geht?“
„Durch eine geistige Arbeit.“
„Wie kann man einen Jungen dazu veranlassen, dass er nicht in die Moschee geht?“
„Durch eine geistige Arbeit.“
„Wie kann man einen Jungen dazu veranlassen, dass er nicht in die Moschee geht?“
„Durch eine geistige Arbeit.“
„Wie kann man einen Jungen dazu veranlassen, dass er nicht in die Kirche geht?“
„Durch eine geistige Arbeit.“
„Wie kann man einen Jungen dazu veranlassen, dass er nicht in die Synagoge geht?“
„Durch eine geistige Arbeit.“
„Wie kann man einen Jungen dazu veranlassen, dass er nicht in die Moschee geht?“
„Durch eine geistige Arbeit.“
„Wie kann man einen Jungen dazu veranlassen, dass er nicht in die Kirche geht?“
„Durch eine geistige Arbeit.“
„Wie kann man einen Jungen dazu veranlassen, dass er nicht in die Synagoge geht?“
„Durch eine geistige Arbeit.“
„Wie kann man einen Jungen dazu veranlassen, dass er nicht in die Moschee geht?“
„Durch eine geistige Arbeit.“

Frankfurter Allgemeine Zeitung (Allemagne / Germany)

Erste Beobachter am Donnerstag nach Syrien?

Auch wenn inzwischen einzelne Journalisten nach Syrien gelassen worden sind, dringen Nachrichten noch immer nur bruchstückhaft und unklar aus dem Land. Die Soldaten auf unserem Bild, das angeblich in den Straßen der südsyrischen Stadt Daraa aufgenommen wurde und am Montagabend auf einem Internetportal erschienen ist, zeigt Soldaten – ob sie zur syrischen Armee gehören oder desertiert sind, ist nicht bekannt.

Mehr Klarheit sollen Beobachter der Arabischen Liga bringen, deren Entscheidung Syrien am Montag nach langem Hin und Her zugestimmt hat. Die Liga teilte mit, erste Beobachter sollten am Donnerstag nach Syrien reisen. Dem Team sollen

Fachleute für Sicherheit, Recht und Verwaltung angehören. Später sollen Experten für Menschenrechte folgen. Der Generalsekretär der Arabischen Liga, Nabil al Arabi, sagte der Nachrichtenagentur Reuters, er könne mit einiger Sicherheit, wenn auch nicht mit Bestimmtheit sagen, dass bis Ende kommender Woche alle Beobachter in Syrien sein werden.

Nach Angaben von Aktivisten geht die syrische Führung weiter mit Härte gegen Soldaten vor, die zur Protestbewegung überlaufen. Bei neuen Vorfällen seien in der Provinz Idlib am Dienstag rund hundert Deserteure getötet oder verletzt worden, berichtete die syrische Beobachtungsstelle für Menschenrechte in Lon-

don. Im Sommer hatte sich ein Verbund von Deserteurn der syrischen Armee gegründet, der mit dem oppositionellen syrischen Nationalrat zusammenarbeitet. Nach Schätzungen der Vereinten Nationen sind seit März mindestens 5000 Menschen getötet worden.

Die staatliche Nachrichtenagentur Sana meldete am Dienstag, die Lieferung von Waffen, mit denen „terroristische Taten“ begangen würden, könne einem neuen Gesetz zufolge mit dem Tode bestraft werden. Demnach stehen auf Waffenhandel und -schmuggel Haftstrafen von mindestens 15 Jahren. Wer wissentlich Waffen an die Rebellen liefert, soll künftig zum Tode verurteilt werden. (F.A.Z.)

„Iran und Russland müssen Assad stoppen“

Libanesischer Drusenführer Dschumblatt rückt trotz Koalition mit Hizbullah von Syrien ab

mrb. BEIRUT, 20. Dezember. Der libanesische Drusenführer Walid Dschumblatt hat Iran und Russland aufgefordert, Syriens Präsidenten Baschar al Assad zum Rücktritt zu bewegen. „Er kann so nicht weitermachen“, sagte der Vorsitzende der Sozialistischen Fortschrittspartei (PSP) dieser Zeitung. Angesichts von mehr als 5000 Toten habe Assad offenbar „jeden Kontakt zur Realität verloren“. Die Übergangslösung, welche die jemenitische Opposition mit dem jemenitischen Präsidenten Ali Abdullah Salih Ende November vereinbart hatte, bezeichnete Dschumblatt als mögliches Szenario für ein Abtreten Assads, der sich seit zehn Monaten Massenprotesten ausgesetzt sieht. Salih und seinen Angehörigen war Straffreiheit zugesichert worden. Die Einrichtung einer Schutzzone, wie sie Teile der syrischen Opposition fordern, lehnte Dschumblatt dagegen ab: „Innerhalb Syriens könnte das zu einer ausländischen Militärintervention führen, was die Lage für die Bevölkerung nur weiter komplizieren würde.“

Dschumblatt hatte Assad zuletzt im Juni in Damaskus besucht und vergeblich versucht, ihn zu Reformen zu bewegen. „Ich glaube, wir haben eine Phase erreicht, in der es unmöglich geworden ist, Reformen umzusetzen“, sagte der libanische Politiker jetzt. Ziel müsse es nun sein, mit Hilfe von „Syriens letzten Freunden

Russland und Iran“ einen „friedlichen Kompromiss“ zu finden, „durch den ein Mehrpartiensystem errichtet wird“. Er könne sich nicht vorstellen, dass das unter Führung des Baath-Regimes möglich sei: „Das Schicksal Syriens ist viel wichtiger als das Schicksal Assads.“

Bis 2008 war Dschumblatt einer der schärfsten libanesischen Kritiker Assads; sein Vater Kamal Dschumblatt war 1977 mutmaßlich auf syrischen Befehl hin ermordet worden. Nach dem Sieg der Syrien und Iran unterstützten Hizbullah im Kleinkrieg um Beirut im Mai 2008 leitete der Drusenführer einen Seiten-

wechsel ein, der im Januar dieses Jahres zum Sturz der Regierung des sunnitischen Ministerpräsidenten Saad Hariri führte. Seitdem unterhält er ein Bündnis mit dem Generalsekretär der schiitischen Hizbullah, Hassan Nasrallah, und dem christlichen Vorsitzenden der Freien Patriotischen Bewegung (PPM), Michel Aoun. Mit den Stimmen von deren Parlamentsabgeordneten wurde der sunnitische Hariri-Rivale Nadschib Miqati Ende Januar zum

Regierungschef gewählt. Mit Beginn des Aufstands gegen Assad in Syrien im März rückte Dschumblatt jedoch langsam wieder vom Regime in Damaskus ab.

Gegenüber dieser Zeitung kritisierte er die anhaltende Unterstützung für Assad durch Aoun und Nasrallah. „Es ist ein Fehler, weil sie die Mehrheit der Syrer vor den Kopf stoßen.“ Zuletzt habe er im November versucht, Nasrallah dazu zu bewegen, mäßigend auf Assad einzutreten, jedoch ohne Erfolg. Dschumblatt forderte die syrische Opposition auf, auf die alawitische Minderheit im Lande zuzugehen, um weiteres Blutvergießen zu verhindern. Rund zehn Prozent der syrischen Bevölkerung sind Alawiten, auch Assad und die meisten Mitglieder seiner Führungsriege gehören zu der im neunten Jahrhundert vom Mehrheits-Schiitentum abgespaltenen Konfessionsgruppe.

Dschumblatt zeigte sich besorgt, dass der zunehmend bewaffnet ausgetragene Konflikt stärker konfessionelle Züge annehmen könnte: „Wir wollen nicht, dass Syrien ein neuer Libanon wird.“ Das lange von Syrien kontrollierte Land war 1975 in einen 15 Jahre dauernden Bürgerkrieg gerutscht, in dem sich christliche Milizen und mit den Einheiten der Palästinensischen Befreiungsorganisation (PLO) Jassir Arafats verbündete linke sowie sunnitische Gruppierungen gegenüberstanden.



Walid Dschumblatt

Daily Telegraph (Royaume-Uni / United Kingdom)

Syria accused over mass desertion attempt that turned into massacre

By Adrian Blomfield
Middle East Correspondent

SYRIAN forces have been accused of perpetrating one of the deadliest massacres of the country's nine-month uprising after scores of soldiers were mown down by machine gun fire as they attempted a mass desertion.

The breakout from an army base in northern Syria could have been a pivotal moment in the growing rebellion against Bashar al-Assad, the country's president. Instead it ended in disaster.

Throwing down an unprecedented challenge to his regime, hundreds of soldiers at an encampment in Idlib province made a desperate scramble for freedom on Monday. Their intention, according to opposition forces, was to make a dash for the Turkish border to join the Syrian Free Army, a rebel force made up of fellow defectors.

But the plan was either ill-judged or loyalist forces too well-prepared.

As they ran, volley after volley of machine gun fire was aimed at their retreating backs. At least 70 were killed.

Those who managed to escape were mercilessly hunted down yesterday. Loyalist soldiers surrounded the deserters in

the countryside between two villages, picking them off one by one in an intense firefight that raged for much of the day.

"After clashes that broke out this morning with the regular army, 100 deserters were besieged then killed or wounded between the villages of Kafruwed and al-Fatira," the Syrian Observatory for Human Rights reported.

At least 40 civilians were also reported killed across the country yesterday. The army also surrounded dozens of civilians and activists suspected of giving succour to the deserters. The Observatory appealed to the Arab League to intervene to prevent a massacre.

An advance team of Arab League monitors arrived in Damascus yesterday on a mission to observe the Assad regime's implementation of a peace plan which calls for the withdrawal of the Syrian army to barracks and the launching of negotiations with the opposition.

But Mr Assad's government has shown little inclination to end the violence. It insists that the country is facing a rebellion by "terrorist" groups taking their orders from unspecified foreign powers.

More than 5,000 civilians have been killed since the uprising began in March, the vast majority unarmed protesters,

according to human rights groups. But in recent months, the government has also faced growing armed resistance from defectors within the armed forces who have recoiled at the bloodshed they have been asked to inflict.

The defectors have coalesced under the command of Col Riad al-Assaad, a former air force officer, who leads the Free Syrian Army from a base along the Syrian-Turkish border. The rebels claim to have more than 10,000 fighters, a number many observers say is probably exaggerated.

Even so, the group has shown itself to be increasingly potent, launching a series of ambushes on Syrian army convoys, although this month it agreed to limit itself to protecting civilians at the urging of the country's main opposition coalition, the Syrian National Council.

The Assad regime has taken draconian but effective measures to staunch the flow of defections. According to opposition sources, battalions have been split up in an effort to ensure that soldiers from the same villages or towns do not serve alongside each other.

Only strangers are allowed to share barracks, while conversations in groups are strictly prohibited. Soldiers have also had their mobile phones confiscated.

The Independent (Royaume-Uni / United Kingdom)

Syria brings in death penalty for opposition

State TV announces punishment on day that 100 die in clashes with regime troops

By CATRINA STEWART

In a new development in Syria's uprising, the Assad regime has introduced a law recommending the death penalty for anyone found arming "terrorists". State-run television announced the edict as human rights agencies said more than 100 people, mostly defecting soldiers, were killed on Monday in the bloodiest day so far in nine months of protest.

President Bashar al-Assad, facing international condemnation for his brutal crackdown on opposition to his rule, has accused demonstrators of being foreign-backed "armed terrorists", and not the peaceful protesters that the West and human rights organisations say they are.

The uprising has become increasingly violent in recent months as thousands of army defectors have joined the Free

40 civilians had been killed elsewhere in the country during house raids, arrests and clashes with the Syrian army.

There were also reports of deadly clashes in the same area yesterday, the Syrian Observatory reporting that security forces killed 23 civilians in Idlib and another 10 across the country. It also said that 14 security personnel were killed in the southern Daraa province. The reported death toll from another activist group, the Local Coordination Committees, was much lower. It said two people had been killed in Idlib, and a further nine across the country.

An advance group of Arab League observers is to arrive tomorrow, the League said, with the remainder of a 150-strong team arriving by the end of the month.

Walid Moallem, Syria's foreign minister, said they would be free to move around the country "under the protection" of the state, but would not be allowed to visit sensitive military sites. He suggested that their presence would vindicate the regime's claims that armed terrorists are operating freely, but activists said it would prove the uprising was peaceful. The observers will initially be in the country for one month, but that could be extended with mutual agreement, Mr Moallem said.

Syria reluctantly agreed to allow in foreign observers after pressure from Russia, its close ally, and the Arab League, which threatened at the weekend to refer Damascus to the UN Security Council, a serious diplomatic escalation that could have led to further sanctions against the already damaged economy.

The plan – which Syria agreed early in November but never implemented, with atrocities being recorded on a daily basis – demands the regime stop the bloodshed, withdraw its troops from residential areas, release political prisoners and start talks with the opposition.

The Gulf Co-operation Council yesterday called on Damascus to halt the "killing machine" and implement all aspects of the peace plan immediately. Critics of the regime regard the regime's reluctant signing of a protocol on observers as a tactic to buy time and avert a showdown at the UN.



WALID MOALLEM

The Foreign Minister said the observers would be free to move around Syria

Syrian Army, successfully mounting attacks on regime targets, tipping the country closer to full-blown civil war.

Besides imposing the death penalty on "terrorists" and those who supply weapons, the law says those involved in arms smuggling "for profit or to carry out acts of terrorism" will face life imprisonment and hard labour.

The tougher measures come just hours after Damascus ended weeks of prevarication and agreed to allow international observers to oversee implementation of an Arab League peace plan aimed at halting the violence that has killed more than 5,000 people since March, according to United Nations estimates.

On Monday, security forces gunned down army deserters in the north-western province of Idlib, near the Turkish border, killing more than 60 people, according to the Syrian Observatory for Human Rights. It said that more than

New York Times – International Herald Tribune (USA)

Deaths in Syria as arrival of observer mission nears

CAIRO

FROM NEWS REPORTS

Security forces pursuing activists and army defectors shot and killed at least six people in central and northern Syria on Tuesday, activists said, while an Arab League official said that an advance team would arrive in Syria this week to prepare for an observer mission as a possible step toward solving the crisis.

Violence in several locations across the country highlighted the difficulties facing the mission, which is tasked with ensuring the Syrian government's compliance with an Arab League plan for ending the nation's political conflict.

Bowing to international pressure to end its violent crackdown on protests, the Syrian government on Monday signed the Arab League initiative that would send outside observers.

President Bashar al-Assad's opponents quickly dismissed the move as a ploy, saying that the government would find ways to thwart the observers. But an Arab League official said Tuesday that the advance team, led by the organization's assistant secretary general, Sameer Seif el-Yazal, would travel to the country on Thursday.

The agreement calls on the Syrian government to remove its forces and heavy weaponry from restive cities and to open a dialogue with opposition groups. After first agreeing to the proposal, Syria had resisted signing it, only doing so after both Russia, its close ally, and the Arab League threatened to bring Syria before the U.N. Security Council.

The Syrian foreign minister, Walid al-Moallem, called the signing "the beginning of cooperation between us and the Arab League."

The developments came as Syrian opposition groups and rights activists reported that dozens of people had been killed on Monday in new violence across the country. The dead included nine people in the northern province of Idlib, near the Turkish border, according to the Local Coordination Committees, an umbrella group of opposition organizations.

That group and another activist organization, the British-based Syrian Observatory for Human Rights, said at least six people were killed by security forces Tuesday in the central city of Homs and in northern Syria.

The daily death tolls, which are sometimes accompanied by videos of killings, cannot be independently confirmed. Journalists and human rights workers have been barred from moving freely around Syria, and it remains to be seen whether the observers will be able to verify the conflict's toll, or to alter its increasingly violent trajectory.

Also Tuesday, Mr. Assad issued a new

law under which anyone found guilty of distributing weapons with the aim of committing "terrorist acts" would be sentenced to death, the state-run news agency, SANA, said.

The Syrian government claims that armed gangs and terrorists are behind the uprising, not protesters seeking more freedoms in one of the most authoritarian regimes in the Middle East.

Among the government's opponents, doubts run deep about Syria's willingness to comply with the spirit of the Arab League agreement.

"They will try to block it or foil it by all means," said Louay Hussein, a journalist and longtime government opponent in Damascus. "They will try, for instance, to restrict the observers' movements in some areas under the pretext of their safety."

Thousands of people have been killed in the government's violent repression of the popular uprising, which erupted nine months ago. As army defectors and armed fighters have joined opponents of the government, revenge killings and sectarian violence have raised fears of a full-blown civil war.

The signing of the Arab League initiative on Monday, at the group's headquarters in Cairo, came amid increasing opposition anger at the league's reluctance to impose economic sanctions it had promised weeks ago.

Speaking in Cairo on Monday, the Arab League's secretary general, Nabil al-Araby, said that an advance team would travel to Syria within a day or two and that the observers would work in teams of about 10, The Associated Press reported.

Mr. Moallem said that the observers, who would be drawn from Arab countries, would be "free" to move as they wanted "under the protection" of the state, adding that the government would inform the observers about the safety of certain areas. The observers would be able to visit "hot spots" but not military sites, he said. Their mission would last a month but could be renewed, he added.

Also on Monday, Mr. Assad's government released Razan Ghazzawi, a prominent blogger and antigovernment activist who was arrested on Dec. 4 on her way to Jordan. Ms. Ghazzawi, who has documented human rights abuses by the government on her blog, Razaniyyat, faces up to 15 years in prison on charges that include spreading false information and weakening the sentiment of nationalism. (AP, IHT)

ONLINE: THE SPARK OF CREATIVITY

Among Arabs, Syrians, particularly those in Homs, have embraced an unusually musical approach to their uprising. global.nytimes.com/middleeast

The Washington Post (USA)

Syrian violence flares as army fights defectors

BY ALICE FORDHAM

BEIRUT — The Syrian army battled military defectors and armed opponents of the government for a second day Tuesday, in a sharp increase in violence that human rights groups say has killed as many as 150 people over two days, with some citing a much higher figure.

The fighting has centered on villages near the northwestern city of Idlib, said Wissam Tarif, an activist with the rights group Avaaz. He said that he had spoken to local activists and medical groups who put the death toll in that area Tuesday at 269 — 97 security forces and nine civilians, with the rest defected soldiers who had staged ambushes against the army.

Capt. Ahmed al-Hasan, a member of the group of defected soldiers and armed protesters known as the Free Syrian Army, said that 80 defected soldiers were killed Tuesday. Hasan spoke by phone from the town of Qusayr, near Homs.

An activist who gave his name as Osama Dughaim said via Skype that he was close to Jabal Zawia, an area near Idlib that has seen the fiercest fighting. Both his village and the nearby area were surrounded by army tanks, he said, adding that people under attack whom he had spoken to Tuesday reported 150 deaths. The army was shelling the area, he said.

Syria restricts journalists' access, making independent verifi-

cation or assessment of conflicting accounts difficult.

The escalation came as the most significant opposition group outside Libya called for other countries to intervene by establishing safe zones and declared support for an armed resistance group.

The Syrian National Council, or SNC, issued a statement in Tunisia at the conclusion of its first conference that included recognition of the role of the Free Syrian Army.

The strong line taken by the group marked an attempt to bridge the distance between the opposition-in-exile and those on the ground who have participated in nine months of protest that the United Nations estimates has killed 5,000 people, said Amr al-Azm, an activist and professor at Shawnee State University in Ohio.

Politically, the group must balance building up credibility with Western governments, the United Nations and the Arab League, who stress nonviolence and the importance of protecting minorities, and preserving its relevance to protesters within Syria who have called repeatedly for NATO intervention against President Bashar al-Assad's government, a no-fly zone and arming of the opposition.

Omar al-Khani, an opposition activist in Damascus, said that the council had been "very slow in dealing with the events of the revolution."

"We have no time," he said. "Every moment, there is a martyr."

fordham@washpost.com

Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

Arab peace monitors to arrive in Syria Thursday

Syrian opposition, US skeptical about Assad's commitment to plan

By AMR AL-BECKI

The first Arab peace monitoring unit arrived in Syria this week, after Arab League chief Nabil al-Arabi, after some days after pro-government forces killed in one of the bloodiest days of a civil war against President Bashar al-Assad.

Security forces reportedly captured soldiers defectors from Syria army, from the conservative state province, on Monday.

Arab League chief visited the Syrian Ministry for Human Rights. He said he visited and heard about about kidnappers.

The state news agency SANA said recently, it had filed five "monitors" to Geneva province on Monday night. It also said Arab had cleared the dozen besieged for service, along distributing arms "with the aim of countering terrorist acts."

Arab League, an international regional body based between Al-Latah that an amateur team would go to Syria on Tuesday, with the rest of about 100 monitors due to arrive by mid-November.

"It's a completely new situation... [and is] dependent on implementation," he said.

Syria stalled two weeks before signing a protocol on Monday to accept the monitors who will check its compliance with an Arab plan for an end to violence, withdrawal of troops from the streets, release of prisoners and dialogue with the opposition.

"In a week's time, from the start of the operation, we will know if Syria is compliant," al-Arabi said.

Arab governments' actions are always skeptical about Syria's commitment to the peace, which, if implemented, could reinforce demonstrators demanding an end to his 11-year rule.

In recent months, their protests have increasingly given way to armed confrontation often led by armed groups.



SUPPORTERS OF Syria's President Bashar Assad carry his picture and Syrian flags during a rally in Damascus. (photo: AP)

March, inspired by a wave of uprisings across the Arab world. Several days later, the president of the socialist party, Georges Fenech, told *Le Monde*, "We demand that the president resign," adding, "We demand that the president leave his office."

Fenech told *Le Monde* members would remain silent monitors begin returning back, "while members would decide the next steps. The said task force would coordinate about 60 of a monitoring mechanism, which would be a backbone government, which would represent factions of moderate and conservative, including various non-governmental organizations, foundations, journalists around according to him.

The Arab League had threatened to ask the Security Council to adopt the resolution of Syria, to strengthen the climate of international action. A statement said: "Syria... its traditional ally and Arab neighbors had urged us to sign the protocol on Syria's account. In international pressure increased, the UN General Assembly voted to condemn Syria's use of force to quell protests, with 138 votes in favor, 14 abstaining, and 10 voting against.

Arab states want to kill a slide toward a possible civil war in Syria that could shake a region already driven by conflict between them. Arab League powers from Saudi Arabia, Egypt, Libya, Jordan, and the agree-

ment to be observers from the Arab League was "irreversible," if not ideal.

The UN State Department issued a statement, "We are ready from tomorrow in a signed place of Syria than no one in security no implement circumstances," a spokesman said.

Some opposition leaders have called for foreign military intervention to prevent civilians from death.

The British-based Observatory said three more people had been killed in violence on Tuesday, zero in the city of Hama and one in a village in Idlib province, the scene of a sustained military crackdown in the past three days.

SYRIA'S PRESIDENT Bashar al-Assad carries his picture and Syrian flags during a rally in Damascus. (photo: AP)

Impressed right track on local news,

The British-based Observatory said three

more people had been killed in violence

on Tuesday, zero in the city of Hama and

one in a village in Idlib province, the

scene of a sustained military crackdown in

the past three days.

The Daily Telegraph (Liban / Lebanon)

Some Arsal refugees may be Al-Qaeda: sources

By Hasan Lakkis

The Daily Star

BEIRUT: Army commander Gen. Jean Kahwagi raised concerns at a recent security meeting that some refugees fleeing into the country in Arsal may actually be Al-Qaeda members, sources close to Prime Minister Najib Mikati told The Daily Star.

The sources said Kahwagi's comments at the Mikati-chaired Grand Serail meeting mimicked Defense Minister Fayez Ghosn's recent comments to the media about "operations carried out at some illegal border crossings, especially in Arsal."

"Weapons are being smuggled [there] and members of terrorist groups are entering to establish a base [in Lebanon] under the cover that they belong to the Syrian opposition," Ghosn said.

Until recently, Syrian border crossings tended to occur in the Wadi Khaled district of Akkar, where refugees have been fleeing since the uprising began against the Bashar Assad's government nine months ago. But in the past few months attention has been focused on

Arsal in the Bekaa, where there have been allegations of weapons being smuggled through the mountains that mark the border in east Lebanon.

At the meeting, the sources said that Kahwagi confirmed that according to army information, some people who claim be members of the Syrian opposition and are smuggling weapons are in fact from Al-Qaeda. Kahwagi also said that when the army attempts to confront these people, groups in Lebanon object in defense of freedom.

The military needs political support to carry out its work, Kahwagi said, and cannot confront this problem alone.

The sources added that this issue has been raised in Cabinet, and the army received unanimous support there. The Cabinet assigned it to carry out its duties as it sees fit.

In a statement last week, Mikati said that the freedom to carry out political work must be limited by security concerns, and the sources said that this was a reference to the situation in Akkar. They added that Ghosn's media statements, as well as his saying he will raise the issue in Wednesday's Cabinet session, may be due to new developments that have obstructed the army's actions.

Daily Star (Liban / Lebanon)

Syria carnage precedes monitors

By Lauren Williams

The Daily Star

activist groups reported at least 100 people killed in a second day of raging battles between army defectors and loyalists in the villages around the northwestern Idlib province.

Tuesday's clashes came on the heels of one of the bloodiest days in Syria Monday, when over 100 people,

mainly defectors, were reportedly killed in the northern Zawiya Mountains of Idlib, bordering Turkey.

The Syrian Observatory for Human Rights Monday said that a defector in Idlib reported that between 60 and 70 defectors were gunned down

TURN TO PAGE 10

led
rea
ian
ng
between[Aller à la page suivante](#)

Syria carnage precedes monitors

FROM PAGE 1

while trying to flee their military positions between the villages of Kensaiba and Kefer Qasid in the Zawiya Mountain area, it said another 40 people were killed across the country including three governors; soldiers fighting armed rebels.

The Observatory reported Tuesday that the villages of Bayyoun and Al-Mousa, also in Idlib, were bombed by heavy machine-guns fire from the early morning.

"After clashes that broke out this morning with the regular army, 100 defectors were besieged then killed or wounded between the villages of Kafrawid and Al-Fatira" in the Idlib district of Zawiya Mountain, the Britain-based rights group said APP.

"Dozens of civilians, including many activists, are also surrounded by the Syrian army in Kafrawid," it said in a statement, quoting activists on the ground. It also reported 37 civilians killed in the northwestern province of Idlib, and another 12 in the central city of Homs.

Activists group the Local Coordination Committees said 68 people had been killed by security forces in Idlib Tuesday.

There were differing accounts of how the clashes started and, with independent media still largely banned from the country, details and death tolls are impossible to corroborate.

Director of the Amman Human Rights group Wissam Tarif told The Daily Star defectors came under fire when they attempted to ambush an army base and weapons storage facility in Zawiya Mountain.

He said an estimated 90 loyal troops had been killed, and up to 130 defectors, adding that it was difficult to know who was a defector and who was loyal based on personal records. He cited a local hospital confirming that it had received 97 soldiers' bodies Tuesday.

He said the army had responded by shelling villages around the area Tuesday.

Idlib and its environs have emerged as a key resistance area outside of central Homs with reports of defecting soldiers assembling there in large numbers.

"Idlib has really started to change in the last two weeks," said Tarif, adding that he believed some towns had now been "completely liberated."

"Our estimates are that there are now around 3,000 defectors in the area. In the last three to four weeks they have been attacking the army and military posts."

The upswell in violence came as Syria signed an amended Arab League initiative to end the crisis. That initiative allows independent monitors into Syria to oversee the removal of troops from civilian areas, the release of prisoners and the start of talks with opposition leaders.

In Cairo, Arab League Secretary-General Nabil Elaraby told reporters that an advance team would go to Syria Thursday, with 150 monitors due to arrive by the end of December.

"It's a completely new mission ... and it depends on implementation in good faith," he said. "In a week's time, from the start of the operation, we will know if Syria is complying," he added.

The team would include security, legal and administrative observers, with human rights experts expected to follow, and be headed by assistant Secretary-General Sameh Seif al-Yazid.

Arab League Deputy Secretary General Ahmad Bin Abdillah said Gen. Mohammad Ahmad Mustafa al-Dabbagh, former head of Sudanese military intelligence and state minister for security arrangements has been named to lead the mission.

Dabbagh, who coordinated between the Sudanese government and the joint United Nations-African Union peacekeeping troops in the western Sudanese region of Darfur, is expected in Cairo soon to get his marching orders from Elaraby.

Syria Foreign Minister Walid al-Moallem has pledged his government's full cooperation with the observer mission to stave off a threat of sweeping sanctions the league approved last month.

"Signing the protocol is the start of cooperation with the Arab League and we will welcome the observers' mission from the Arab League," Moallem said Monday, saying Russia, its longtime ally and arms supplier, had urged it to sign the protocol.

Iran, Syria's key backer, said the agreement to let in observers from the Arab League was "acceptable," if not ideal.

But the promise has been met with skepticism.

Rolex of the Gulf Cooperation Council urged Syria Tuesday to immediately halt its "killing machine" as well as end the bloodshed and "lift all signs of armed conflict."

The opposition Syria National Council, meanwhile, has accused Damascus of accepting the plan as a mere "ploy" to head off a threat by the pan-Arab bloc to go to the U.N. Security Council.

"It's all about implementation," said Britain's U.N. Ambassador Mark Lyall Grant, while the United States has also expressed doubt that Syria was genuine in its promise.

"A signature on a piece of paper from a regime like this, that has broken promises after promises after promises, means relatively little to us," State Department spokeswoman Victoria Nuland said Monday.

France meanwhile said it hoped the monitors could carry out their mission quickly. But it also said Assad had a record of broken pledges and that Monday's violence showed that "isn't a moment to lose."

"For months we have seen Bashar Assad not keep to commitments he made to his people and he has increased his efforts to play for time in the face of the international community," Foreign Ministry spokesman Bernard Valero said.

The Syrian government maintains that unrest is being driven by armed terrorist groups and Tuesday the official SANA news agency reported that the Syrian navy and air force conducted live-fire maneuvers to test their preparedness against "any aggression against the homeland."

"The air force and air defense conducted maneuvers with live ammunition ... with a view to testing the combat capabilities of the air forces and to test their readiness to respond to any aggression" against the country, SANA said.

The agency added that naval forces had carried out similar exercises.

Syria also introduced a new law imposing the death penalty on anyone arming "terrorists," state media reported. SANA said that according to the new law, anyone found guilty of weapons smuggling would be sentenced to anything from 15 years to life imprisonment. Those smuggling and distributing weapons with the aim of carrying out terrorist acts would receive a death sentence.

In recent months, peaceful protests have increasingly given way to armed confrontations often led by army defectors. Some opposition leaders have called for foreign military intervention to protect civilians. — With agencies

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

Dix Libanais participeront à la mission d'observation arabe en Syrie

Khalil FLEYHANE

Sur demande écrite du secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil el-Arabi, le Liban contribuera à la force d'observateurs arabes en Syrie, en envoyant à Damas dix personnes, cinq militaires et un nombre égal de juristes ou de spécialistes des droits de l'homme, rapporte notre chroniqueur diplomatique Khalil Fleyhane.

Le ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour, en informera aujourd'hui le Conseil des ministres et décrira la mission qui sera confiée aux membres de la mission libanaise. Ces derniers recevront leur ordre de mission du premier contingent d'observateurs attendus demain jeudi dans la capitale syrienne. Cet ordre de mission comprendra la définition de leur tâche et les règles de protection de ces observa-

teurs. On sait aussi qu'un centre des droits de l'homme sera créé, conformément aux clauses de l'accord signé le 19 décembre. Le mandat de la force d'observation est fixé en un premier temps à un mois.

Le chef de l'Etat, le général Sleiman, a affirmé hier que l'accueil favorable réservé à la signature du protocole avec la Syrie « confirme le bien-fondé de la position adoptée par le Liban à la Ligue arabe et au Conseil de sécurité, et stipulant que la Ligue arabe doit jouer son rôle dans le renforcement de la solidarité arabe d'abord et la protection de la sécurité nationale du monde arabe ».

De son côté, l'ancien chef de gouvernement Sélim Hoss a salué la signature du protocole, tout en déplorant la lenteur de la réaction arabe. « Il n'y a pas eu d'initiative arabe adéquate et effective, au bon moment, a-t-il affir-

mé. La situation a explosé en Syrie sans que la communauté arabe ne réagisse comme il faut. Les pays arabes ont assisté à ce qui se passe en spectateurs, contrairement à ce qu'il fallait s'attendre. »

Pour le député Ammar Hourie (Futur), « le régime syrien est embarrassé. La signature du protocole est venue tardivement. La mission d'observation va permettre au monde arabe de mesurer l'étendue du respect de la liberté de manifester en Syrie, de s'assurer que les prisonniers sont libérés ; elle permettra aussi aux médias du monde de couvrir librement ce qui se passe en Syrie ».

De son côté, M. Omar Karamé a pris la signature du protocole du bon côté et a affirmé qu'elle a empêché l'internationalisation de la crise syrienne. Naim Kassem, numéro 2 du Hezbollah, y a vu l'échec de la tentative « de détruire la Syrie ».

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

Une première équipe d'observateurs demain en Syrie

Révolution Combats sanglants entre déserteurs et soldats : plus de 100 victimes hier.

Une première équipe d'observateurs arabes se rendra en Syrie demain, a annoncé le secrétaire général adjoint de la Ligue arabe Ahmed Ben Ali, précisant que cette équipe sera dirigée « par Bachir al-Asaad, ministre du secteur général ». L'équipe sera composée d'observateurs de la sécurité, du droit et de l'administration, a indiqué la Ligue arabe.

Notez que la mission d'observateurs sera dirigée par le

général Mohammad Ahmad Mansour al-Dabbagh, ancien chef du renseignement militaire syrien et membre d'Al-Qaïda à la sécurité, a ajouté M. Ben Ali. La Syrie sera finalement signée lundi avec la Ligue arabe un document autorisant la venue d'observateurs, dans le cadre d'un plan de sortie de crise arabe qui Damas avait déjà accepté « sans réserve », a-t-il précisé pour justifier le refus de l'Algérie.

De leur côté, les monarchies

du Golfe, à la pointe de l'insurrection arabe pour la sortie de crise, ont salué l'initiative de la révolution avec l'arrête des observateurs. « Le CCG demande au gouvernement syrien un arrêt immédiat de la répression à tout, l'arrêt de l'effacement de tout, l'arrêt de l'assassinat des défenseurs de la révolution, comme premier pas pour assurer l'application du principe » sur l'objectif d'observateurs, a affirmé le groupement régional à l'issue de son conseil à Ryad. Le CCG a en

comme appelle Damas à « appeler toutes les forces de l'ordre contre ».

Rappelons que Bachir al-Asaad, le chef du Conseil national syrien (CNS), avait demandé lundi l'intervention de forces arabes de dissidence et la répression se poursuivait. L'Assemblée générale de l'ONU avait en effet adopté une résolution condamnant la situation des droits de l'homme en Syrie et le 23 pays du Conseil de sécurité ont demandé des négociations sur un projet de résolution proposé par la Russie, qui condamne les violences « commises par toutes les parties ».

Bachir al-Asaad a appelé Damas à mettre « immédiatement » en œuvre ses promesses d'arrêter les observateurs sur son sol, tandis que l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch ajo

teut « un arrêt final pour les observateurs », alors que le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem avait appris la veille qu'il pourrait « décider aux prochains jours » de faire une déclaration similaire.

Nous savons que les autorités syriennes sont dans une lutte acharnée contre les observateurs. Il les détruisent et décapite, ce qui démontre leur révolte contre nous. Nous savons que les observateurs se battent pour nous, mais nous devons continuer à faire tout ce que nous pouvons pour empêcher la révolution de se dérouler dans la paix et la sécurité. Nous devons continuer à faire tout ce que nous pouvons pour empêcher la révolution de se dérouler dans la paix et la sécurité.

Parallèlement, la répression de la révolte populaire s'est poursuivie, faisant au moins 50 morts parmi les civils. 37 ont été tués dans la province d'Idlib et 13 autres à Hama. Selon une estimation de l'ONU, la révolution a fait depuis la mi-octobre plus de 3 000 morts en Syrie.

Manœuvres militaires pour se préparer à la toute dignité ?

Dans une nouvelle démonstration de force, l'armée syrienne a procédé hier à des manœuvres militaires massives et sévères à l'ouest, le deuxième depuis le début du mois, pour tester sa capacité de réaction face à « toute agression qui viserait le sol de la partie », a affirmé l'agence officielle SANA. La révolution arabe avait ainsi mis en place contre « toute volonté (ordinaire) d'asservir militairement ou faire en Syrie ce qu'il a fait à d'autres» une guerre régionale », a indiqué l'analyse syrienne. « La révolution arabe qui est en cours dans le pays », a estimé pour sa part un opposant.

(Sources : agences et médias)



« L'armée de l'air et la défense aérienne ont mené des manœuvres à hautes tâches [...] afin de tester la capacité de répondre des forces aériennes et de tester leur préparation en réponse à toute agression qui viserait le sol de la partie et aux révoltes intérieures », a indiqué SANA.

Le CCG met une nouvelle fois l'Iran en garde contre ses « ingérences »

Les dirigeants des monarchies du Golfe ont une nouvelle fois appuyé Pékin lors de ce sommet et se sont engagés à aider les offres arabo-chinoises de leurs pays et aux tentatives de pression sur le conflit syrien à travers la diplomatie et les pressions, alors un conflit continues et à diverses reprises, au niveau des deux derniers mois, sont arrivés à l'équilibre. Dans ce

communiqué publié à l'issue du sommet, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) avertit à ses profondes préoccupations face à la pression par l'Iran de ses « ingérences [...] sur les tentatives de sauver la situation et de promouvoir un conflit continu et à diverses reprises.

Les dirigeants des monarchies pétrolières du CCG se disent « préoccupés par l'aggravation continue de l'insécurité dans le Golfe et les îles, dans le village de Khatum et al-Patim ». Dans la région de Jabal al-Zawia, à plus de 300 km au nord de Damas, l'OSC-DSI, basé en Grande-Bretagne, affirme avoir cette information de plusieurs sources sur place. Même, « des chal-

Gulf News (EAU / UAE)

Activists could face death penalty under new law

Damascus (AFP&AP) At least 100 Syrian army deserters were killed or wounded in fresh clashes yesterday as President Bashar Al Assad regime issued a new law under which anyone found guilty of distributing weapons for “terrorist acts” would be sentenced to death.

According to the new law, anyone found guilty of weapons smuggling would be handed sentences ranging from 15 years to life imprisonment. Those smuggling and distributing weapons with the aim of carrying out terrorist acts would be sentenced to death.

These developments come as Syria faced demands to halt its bloody nine-month crackdown on dissent after signing an Arab peace plan.

The Arab League said an advance team of observers would head to Damascus tomorrow to lay the ground for monitors overseeing the plan, as western powers and Gulf states piled the pressure on Syria.

The Syrian Observatory for Human Rights said three civilians were also killed yesterday in addition to the military casualties in Idlib province, in a second day of deadly clashes between loyalist troops and deserters.

The Syrian government claims armed gangs and terrorists are behind the uprising against Al Assad’s rule. Protesters say they are seeking more freedom from one of the most authoritarian Middle East regimes.

See also Page 17

Gulf News (EAU / UAE)

Syrian law demands death for 'terrorists'

GOVERNMENT CLAIMS ARMED GANGS BEHIND NINE-MONTH UPRISING

Beirut/Damascus (AP & AFP)
Syria's state-run news agency says President Bashar Al Assad has issued a new law under which anyone found guilty of distributing weapons for "terrorist acts" will be sentenced to death.

The Syrian government claims armed gangs and terrorists are behind the nine-month uprising against Al Assad's rule. Government opponents deny that and say they are protesters seeking more freedom in one of the most authoritarian regimes in the Middle East.

The Sana news agency said yesterday that according to the new law, anyone found guilty of weapons smuggling would be handed sentences ranging from 15 years to life imprisonment. Those smuggling and distributing weapons with the aim of carrying out terrorist acts would be sentenced to death.

Meanwhile, Syrian security forces killed at least three civilians yesterday as Damascus faced demands to halt its bloody nine-month crackdown on protests a day after signing an Arab peace plan.

Casualties

Forces manning a checkpoint at Khan Sheikhun, in Idlib province, killed one civilian and wounded four others, while gunfire killed two other civilians in Homs, a rights group said.

In a statement the Syrian Observatory for Human Rights also reported heavy machine gun fire in the Idlib villages of Baloun and Mozara.



On patrol

Soldiers on the street in Daraa. According to a new law, anyone found guilty of weapons smuggling would be handed sentences ranging from 15 years to life imprisonment. Those smuggling and distributing weapons with the aim of carrying out terrorist acts would be sentenced to death.

There were also casualties in the town of Kansafra, in an area where up to 70 army deserters were gunned down as they fled their posts on Monday, the British-based group said. It also reported 40 civilian deaths on Monday.

Yesterday's violence came after Al Assad's regime signed a deal allowing Arab observers into the country.

The agreement with the Arab League came after weeks of prevarication and failed to convince either the opposition or Western governments which have been pushing for tough UN action to punish the regime's over its deadly crackdown.

The opposition Syrian National Council charged

ARAB LEAGUE TEAM TO VISIT DAMASCUS

An Arab League official says an advance team will travel to Syria tomorrow to prepare for an observer mission that the Syrian government agreed to this week. The mission is tasked with ensuring the regime's compliance with an Arab plan for ending the nation's political violence.

The 12-member advance team will be led by the Arab League's assistant secretary-general, Sameer Seif Al Yazal.

Arab League chief Nabeel Al Araby told reporters on Monday that the advance delegation will include legal, administrative, financial and human rights experts to discuss the make-up of the observer teams.

– AP

cussions under way in the council on a draft resolution on the crisis but said Syria would be judged by its actions and not by its words.

"It's all about implementation," said Britain's UN ambassador Mark Lyall Grant after the UN General Assembly overwhelmingly approved a resolution condemning human rights abuses during the crackdown which the world body says has left more than 5,000 people dead.

GULFNEWS.COM

ON THE WEB

For updates and more pictures, log on to www.gulfnews.com

Damascus's acceptance of the observer mission intended to oversee implementation of a plan to end nine months of bloodshed was merely a "ploy" to head off a threat by the pan-Arab bloc to go to the UN Security Council.

Western delegations said the observer deal would be taken into account in dis-

Khaleej Times (EAU / UAE)

Stop killing machine, Syria told

GCC tells Damascus to implement Arab League protocol and urges Iran to stop interference



His Majesty King Hamad bin Isa Al Khalifa of Bahrain and the UAE counterpart had by His Highness Shaikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, Vice-President and Prime Minister of the UAE and Ruler of Dubai at the GCC Summit meeting in Riyadh on Tuesday. — WAM

LEADERS WELCOME GULF UNION PLAN

IRVING — Gulf Arab states on Tuesday urged Syria's government to immediately halt its "killing machine," and called on it to stop interfering in their internal affairs. In a statement issued at the end of their annual summit, held in Rishon LeZion against the backdrop of the Arab uprisings, the six-nation Gulf Cooperation Council (GCC) members called on Syria to "immediately stop its killing machine." They appealed for Damascus to

sign an end to Hooded, lift all signs of martial law and release prisoners, as a first step towards implementing the "Arab protocol". Syria signed the accord with the Arab League on Monday after weeks of pressurization in the hope the 22-member bloc will sweep legal sanction against the regime. If there was no pull when the protocol was signed, then these steps must be immediately taken," said Saudi Foreign Minister Prince Saud

The Gulf states called on Iran to "mitigate sectarian strife." The Gulf states called on Iran to "mitigate sectarian strife."

Iran's nuclear programme masks a push to develop an atomic weapons capability, a charge Tehran denies. Saudi-Iranian relations have deteriorated in October when its justice officials

RHAKH — The leaders of the GCC on Tuesday pledged to implement comprehensive reforms and strengthen economic and military integration as a first step towards forming a union.

The leaders emphasised their understanding of the changes, challenges and dangers which target the bonds that brings them together and called for closing the ranks, uniting vision and mobilising their joint energies. They welcomed a proposal made by the Custodian of the Two Holy Mosques, King Abdullah bin Abdallah of Saudi Arabia, for transition from the phase of cooperation to that of union.

well as in line with the provisions of Article IV of the GCC statute on coordination, integration and interdependence among member states in all fields reaching up to unity.

The leaders gave directives to the Ministerial Council to form a specialised body, comprising three members from each state, to study the proposal in all its aspects in the light of the views exchanged by the leaders. The meetings of the board will be held at the headquarters of the General Secretariat, which will provide all necessary administrative, technical and financial support to facilitate this, the statement said.

The member states shall determine their respective implementation dates no later than February 1, 2012. The board will present a preliminary report in March 2012 to the Ministerial Council in preparation for raising it to the heads of the GCC States. The board shall also submit its final recommendations to the 14th Consultative Meeting of the

The Arab League has also named General M.A. al-Ashraf and Ahmed Mansur as its new observers, and has announced other names, who are now awaiting appointment. The League has also appointed a committee of inquiry to look into the circumstances surrounding the massacre at Tora prison, and will issue a report on its findings.

taf Al Dabi — former head of National military intelligence and state minister for security arrangements — to head the mission, said Ben Helfgott. — AFP

League team off to Syria tomorrow

SEE ALSO PAGE 7

The National (EAU / UAE)

The last man standing may decide Syria's path

analysis

For all of the rhetoric, Syria's ruling forces and masses of protesters are further from a solution to the country's violence and bloodshed than ever. Is the only answer, as one political figure bemoans, that one side will have to win and one lose, to the great detriment of the nation?

Phil Sands
Foreign Correspondent

DAMASCUS // Syria's acceptance of Arab League observers on Monday was a rare diplomatic breakthrough in a nine-month uprising that has been heavy on bloodshed and rhetoric, but thin on deals.

Yet before the ink was dry on the Arab League's protocol, it was already overshadowed by events on the ground and a looming sense that it was too little, too late.

Even as the announcement was made that Damascus had finally decided to let independent monitors in, violence was worsening, further undermining the accord the observers are supposed to oversee.

Activists said more than 100 people were killed on Monday by security services - a death toll that, if accurate, makes the day of diplomatic triumph one of the bloodiest since the revolt began in March.

Thirty-three more civilians were yesterday reported killed by the security forces.

The two-day death count is a stark indication of how far Syria stands from a peaceful settlement.

"Just as the first protests were starting in March, I told a regime official that they had better begin making serious political reforms very quickly because the people were about to boil over," a seasoned activist said yesterday.

The official laughed off the suggestion, the activist said, promising that it would all be over in 10 days.

This week, the two men spoke again and the activist reminded the official of his prediction. Rather than bombast, the response was sparing.

"Now the situation is beyond my control and it's beyond yours as well," he cited the official as saying.

Out of control is probably an apt description for the situation Syria faces. Troops are deployed across much of the country; tanks are on city streets; detention facilities have overflowed, and so has the public's anger.

The widespread, fierce fighting between dissident soldiers and loyalist forces is escalating, with daily body counts of 10, 20, 30 or more.

Syria's position at the centre of the Middle East's ethnic, sectarian and historical divisions only makes a solution all the more elusive. The severity of the situation is magnified by the competing interests of outside actors - the US, Iran, Russia and the Gulf countries.

A feeling that things are slipping beyond the point at which the disaster of a civil war, or even a wider regional conflict, can be averted has been steadily growing.

This month a group of respected and influential opposition figures met a senior regime official, compromising their own decision not to talk while a security crackdown continues, to see if they could find a last-minute negotiated exit to the crisis.

An activist said the delegation proposed reining in street demonstrations in exchange for the immediate release of political prisoners.

The group would also put its credibility on the line by supporting the president, Bashar Al Assad, to stay in office for transitional period leading to sweeping reforms and free presidential elections.

"The basic idea was that it would be best for everyone if a political arrangement can be made while we all still have some influence over events - before events take over completely and sweep us all away," the activist said.

It was flatly rejected, with the official demanding a complete halt to protests before soldiers would be pulled off the streets and Syria returned to its pre-uprising status.

"That's how far apart the sides are, further away than ever," the activist said. "We are falling into war. Actually, it's already a war in a lot of places and it's going to get worse from now on."

Just as the authorities rejected that compromise, most protesters would almost certainly have refused it.

Early in the uprising, demonstrators were calling for freedom and dignity, not for Mr Al Assad to stand down. Now they want him gone, the security apparatus that supports him wiped away and the autocratic system of governance replaced by democracy.

With more than 5,000 civilians and defecting soldiers killed by security services by the UN's latest count, and some 1,000 security personnel killed by insurgents according to the Syrian authorities, there is no mood for compromise on either side.

Mr Al Assad yesterday announced death sentences would be given to anyone caught supplying weapons to the "terrorists" his regime says it is fighting, while rebel soldiers have been calling for the West to give them munitions. Not the stuff of compromise.

"There is no solution that is halfway between the regime and the protesters," said an established Syrian political figure.

"One side will have to defeat the other. One side will win; one will lose. That is the only solution and it will cost Syria very dearly."

► psands@thenational.ae

The National (EAU / UAE)

Monitoring deal shows pressure by Syria's allies

By the end of the month, the Arab League is expected to send an observer mission to Syria as part of an amended deal to protect civilians. After two months of resistance, Syria only signed the deal on Monday in an apparent about-face.

Many have dismissed this as a ploy by the regime to buy time. That may be true in part. But cold calculations in Damascus are now beginning to accept the Assads' limited options.

Accepting the deal was a major concession. Since it was put on the table, regime propaganda had focused on discrediting the mission as foreign interference; and state-run television stations trotted out interviews with "ordinary" Syrians who said so.

Explaining Monday's turnaround, Syria's Foreign Minister Walid Moallem said the Arab League had made "significant" amendments – even though the amendments did not change the substance of the deal. Mr Moallem added that Russia had advised Damascus to sign.

It is the second explanation that is the more convincing. In short, Syria's change of heart is because of pressure from allies, not just Russia but also Iran. Last week, the Iranian diplomat Dr Hossain Amirabdollahian visited Gulf countries, stating at the time that an important element of discussions with regional leaders was to avoid foreign intervention in Syria and find a peaceful way out of the crisis.

There is a symbolic significance in that Damascus has finally capitulated to someone's, anyone's, efforts to rein in its behaviour.

But the deal also includes some practical ways to curb the bloodshed. If implemented, it would lead to the release of jailed protesters; allow media to cover events freely; and enable the Arab League mission to interview organisations and individuals without restrictions or harassment and visit prisons, police stations, hospitals and detention centres. These are substantial points.

The mission is unlikely to end the bloodshed by itself, but it might offer clearer insights into the situation – and information is crucial to Arab League actions. Also on Monday, opposition members in Tunis said there

was now a clearer idea of how a border buffer zone could help to end the bloodshed, an idea that is seen as an alternative to military intervention.

The success of the Arab League mission is in everyone's interest, including the regime's. If the mission is blocked, the Arab League will have no choice but to refer the situation to the UN, making foreign intervention more likely. Damascus may not understand this, but its allies do.



The deal includes practical ways to end the bloodshed

The Saudi Gazette (Arabie saoudite / Saudi Arabia)

AL advance party to visit Syria tomorrow

■ Monitors expected by end of this month: Al-Arabi

CAIRO — An Arab League official says an advance team will travel to Syria Thursday to prepare for an observer mission that the Syrian government agreed to this week. The mission is tasked with ensuring the regime's compliance with an Arab plan for ending the nation's political violence.

The 12-member advance team will be led by the Arab League's assistant secretary-general, Sameer Seif El-Yazal. The team will include legal, administrative, financial and human rights experts to discuss the makeup of the observer teams. The League has a list of the names of some 100 observers from Arab, non-governmental organizations and representatives of Arab countries, however the number is likely to increase. The team will be led by a Sudanese general with experience of peacekeeping.

Arab League Secretary General Nabil Al-Arabi, meanwhile, said in an interview Tuesday that monitors could be in Syria before the end of the month on an unprecedented mission to assess whether Damascus is

implementing an Arab plan to end a bloody crackdown on protests.

"I can say with some assurance but not certainty that before the end of next week they (monitors) will all be there," , adding it was the first such mission since the League was set up in 1945.

"It is a completely new mission, an uncharted mission in every sense of the word and, as with every agreement in the world, it depends on implementation in good faith," he said, adding monitors could see in just a week if Syria was complying.

Monday's deal with the Arab League came after weeks of prevarication and failed to convince either the opposition or Western governments which have been pushing for tough UN action to punish the regime's deadly protest crackdown.

The plan also calls for a complete halt to the violence, releasing detainees and the military's complete withdrawal from towns and residential zones. Syria must also hold talks with the opposition under League auspices. — Agencies

Al-Ahram Hebdo (Egypte / Egypt)

SYRIE. Après de longues discussions, Damas a accepté de signer le plan de la Ligue arabe autorisant la venue d'observateurs arabes. Il est perçu comme un début de coopération avec le gouvernement.



Reuters

Un pas en avant

FINALEMENT, la Syrie a signé lundi dernier avec la Ligue arabe un document autorisant la visite d'observateurs, dans le cadre d'un plan de sortie de crise arabe que Damas avait déjà accepté « sans réserves », sans jamais pour autant le ratifier ni l'appliquer. Ainsi, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Faycal Al-Maqdad, a signé au Caire un document arabe pour la protection des civils. Ce plan prévoit la libération des détenus arrêtés depuis le début du soulèvement, le départ des forces armées des villes et l'ouverture du pays à des observateurs arabes et à la presse étrangère. Il a fait l'objet de plusieurs ultimats de l'organisation panarabe, qui a adopté le 27 novembre des mesures à l'encontre de Damas pour son refus de le signer, dont certaines sanctions économiques sont entrées en vigueur.

En première réaction, le chef de la

diplomatie syrienne, Walid Mouallem, a salué cette signature, assurant que les observateurs de la Ligue arabe étaient « les bienvenus » en Syrie, « leur seconde patrie ». « La signature du protocole est le début d'une coopération entre nous et la Ligue arabe. Nous accueillerons avec satisfaction la délégation des observateurs qui représentent les pays arabes », a-t-il poursuivi, ajoutant que « cet accord sera renouvelé dans un mois si les deux parties en sont d'accord ».

Entre autres, le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, a annoncé qu'une première délégation d'observateurs se rendrait en éclaireur à Damas d'ici jeudi. Dirigée par Samir Seif Al-Yazal, assistant du secrétaire général, elle est « composée d'observateurs de la sécurité, du droit et de l'administration », a déclaré M. Arabi, précisant que des équipes incluant des experts des droits de

l'homme suivraient. Les rapports des observateurs seront envoyés au secrétaire général de la Ligue arabe et aux autorités syriennes. « Nous en discuterons par téléphone avant la prise de toute décision », a expliqué M. Mouallem, demandant que cela « fût partagé » des demandes syriennes. Selon les autorités syriennes, elles ont expliqué que « la coordination sera totale, via une commission nationale qui sera le trait d'union entre la délégation des observateurs et le gouvernement syrien. Le protocole stipule que les observateurs puissent accéder aux points chauds, mais pas aux points militaires sensibles », a expliqué Al-Maqdad, tout en insistant sur le fait que si les modifications réclamées par Damas pour signer l'accord avec la Ligue arabe n'avaient pas été prises en compte, « nous n'aurions pas signé le protocole. La Syrie n'avait accepté de signer ce protocole que parce qu'il res-

pectait sa souveraineté ».

La répression dans le pays a fait depuis la mi-mars plus de 5 000 morts, selon l'Onu, mais Damas attribue les violences à des groupes terroristes armés accusés de semer le chaos en Syrie. « De nombreux pays dans le monde ne veulent pas reconnaître la présence de groupes terroristes armés en Syrie. Ils vont venir et ils vont voir qu'ils sont présents. Nous ne devons absolument pas avoir peur », a réagi M. Mouallem.

Pour renforcer leurs pressions sur le régime syrien, le chef du Comité arabe sur la Syrie, le premier ministre du Qatar, Hamad ben Jassem Al-Thani, avait déclaré samedi dernier que la Ligue arabe envisageait de saisir le Conseil de sécurité de l'Onu, en raison de la non-application par la Syrie du plan arabe. En réaction à ces déclarations, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem, a signalé que la Syrie a signé le protocole de la Ligue arabe sur les conseils de la Russie. « Ils nous ont conseillé de signer le protocole et nous avons suivi leurs conseils », a-t-il déclaré.

Moscou, allié de longue date de Damas, a accentué la semaine dernière sa critique contre le président Bachar Al-Assad. Devant le Conseil de sécurité de l'Onu, Moscou a créé la surprise en déposant un projet dénonçant les violences commises en Syrie « par toutes les parties », une allusion aux forces du régime et à celles de l'opposition, principalement les déserteurs qui ont multiplié les attaques contre l'armée. Défendant la position de la Russie, M. Mouallem a assuré que Moscou n'avait pas modifié ses positions envers le gouvernement syrien. « Il n'y a aucun changement dans la position russe. Il y a une coordination quotidienne avec les (dirigeants) russes. Les positions de la Russie ne sont pas fondées sur les sentiments, mais elles sont adoptées conformément à ses intérêts et à la stabilité de la région », a affirmé M. Mouallem. La Russie avait jusqu'à là bloqué au Conseil de sécurité toute résolution condamnant la répression dans le sang par le régime de Bachar Al-Assad du mouvement de contestation. ■

L'opposition s'organise

A Tunis, la majorité de l'opposition syrienne a tenu une réunion de trois jours qui s'achève ce mercredi pour mieux organiser leur action, afin d'accélérer la chute du régime.

Les principales formations de l'opposition syrienne ont tenu des discussions acharnées en Tunisie pour trois jours. Leurs réunions à huis clos visaient à régler leurs différends et à planifier leur démarche. Leurs essentielles revendications est la chute du régime et le départ du président Bachar Al-Assad. En effet, ces formations sont présentes sous plusieurs titres.

Né fin août à Istanbul, le Conseil National Syrien (CNS) apparaît comme le plus large et le plus représentatif. Il tire sa légitimité d'un double adoubement : celui de l'opposition de l'intérieur et celui de Washington et de Paris qui le privilient comme interlocuteur dans l'opposition. Composé de 230 membres, dont près d'une centaine vivent en Syrie, le Conseil national syrien est une coalition des plus importantes parts de l'opposition partagée entre islamistes, notamment des membres des Frères musulmans, libéraux et nationalistes. Actuellement, le CNS, dirigé par Burhan Ghalioun, un opposant historique basé en France, appelle à une protection internationale via l'envoi d'observateurs en Syrie.

Considérés comme la principale force d'opposition, les Comités locaux de coordination (LCC), regroupés au sein de la plus large instance générale de la révolution syrienne, fédèrent le mouvement de contestation par quartier, par ville. Ils sont composés d'une majorité de jeunes sans passé militant communiquant par les réseaux sociaux, dont Facebook, et avec l'extérieur via Skype. Ils ont organi-

sé un système parallèle d'entraide, notamment pour soigner leurs militants blessés hors des hôpitaux surveillés par les forces syriennes de sécurité. Les LCC font partie du CNS.

En outre, le Comité National pour le Changement Démocratique (CNCD, dirigé par Hassan Abdell-Azim) s'est réuni mi-septembre près de Damas et regroupe des partis « nationalistes arabes », kurdes, socialistes et marxistes ainsi que des personnalités indépendantes comme l'écrivain Michel Kilo et l'économiste Aref Dalila. Il a élanc son conseil central. Le CNCD refuse toute idée d'intervention militaire étrangère en Syrie.

Partageant le même avis, la Coalition des Forces Laïques et Démocratiques (CFLD) s'est réunie pour la première fois à Paris mi-septembre et prône l'instauration d'un Etat laïque. Des partis kurdes, chrétiens assyriens et musulmans sunnites y participent. La CFLD s'inquiète d'une prédominance des islamistes dans l'opposition syrienne et appelle les minorités, notamment chrétiennes, à rejoindre les rangs de la contestation.

Alors que la Commission générale de la révolution syrienne a été créée à la mi-août. L'objectif de cette coalition est de « resserrer » les rangs de l'opposition au plan politique et sur le terrain, afin d'aboutir à la chute du régime de Bachar Al-Assad et à l'établissement d'un Etat démocratique. ■

M. S.

Maha Salem

Al-Ahram Hebdo (Egypte / Egypt)

Washington attend que Damas passe aux actes

L'Administration américaine a douté lundi de la volonté réelle de la Syrie d'admettre des observateurs sur son sol dans le cadre d'un plan arabe de sortie de crise. « Une signature sur un bout de papier, de la part d'un régime qui a rompu promesse sur promesse, cela signifie relativement peu à nos yeux. Nous voulons voir des actes », a commenté Victoria Nuland, la porte-parole du département d'Etat.

Les Etats-Unis soutiennent le plan de la Ligue arabe, qui avait été signé il y a plusieurs semaines par le régime du président syrien Bachar Al-Assad, mais n'a pas été suivi d'effets concrets.

Le plan prévoit non seulement l'entrée d'observateurs en Syrie, mais aussi l'arrêt des violences, la libération des prisonniers politiques et le retrait de l'armée. L'opposition syrienne a dénoncé l'accord donné par Damas lundi, comme « une manœuvre » visant à gagner du temps, alors que la répression du régime a fait des dizaines de nouveaux morts, dont au moins 60 déserteurs.

Berlin souhaite une mise en œuvre immédiate

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a déclaré mardi attendre de la Syrie qu'elle mette « immédiatement » en œuvre ses promesses d'admettre des observateurs sur son sol dans le cadre d'un plan arabe de sortie de crise. « Nous jugerons la Syrie seulement à ses actes, c'est-à-dire à sa mise en œuvre immédiate de son accord avec la Ligue arabe, et non à ses



Les pressions de la Ligue arabe ont poussé la Syrie à signer l'accord sur les observateurs.

mots », a dit M. Westerwelle, dans un communiqué, soulignant que Damas avait déjà rompu des promesses dans le passé. Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Al-Maqdad a signé lundi au Caire un protocole de la Ligue arabe organisant la venue d'observateurs en Syrie, où le régime réprime dans le sang depuis plus de 9 mois un soulèvement populaire sans précédent. « Il faut arrêter la violence, retirer l'armée, libérer les prisonniers politiques et autoriser un corridor humanitaire. Ce sont des conditions importantes pour un changement pacifique en Syrie, dont le pays a besoin plus que tout », a ajouté M. Westerwelle.

A Damas, le chef de la diplomatie Walid Mouallem a assuré

que les observateurs arabes étaient « les bienvenus » en Syrie, lors d'une conférence de presse. « La signature du protocole est le début d'une coopération entre nous et la Ligue arabe. Nous accueillerons avec satisfaction la délégation des observateurs », a-t-il poursuivi, ajoutant que « cet accord sera renouvelé dans un mois si les deux parties en sont d'accord ». Le secrétaire général de la Ligue, Nabil Al-Arabi, a annoncé qu'une première délégation se rendrait en éclaireur à Damas sous 3 jours. Elle sera « composée d'observateurs de la sécurité, du droit et de l'administration », a déclaré M. Al-Arabi, précisant que des équipes incluant des experts des droits de l'Homme suivraient. La France a réclamé que les observateurs

arabes puissent remplir leur mission « le plus rapidement possible sur le terrain ». L'Iran, allié de la Syrie, a annoncé soutenir la décision de Damas. « La position officielle de l'Iran sur la Syrie et le plan de la Ligue arabe, est que tout ce que Bachar Al-Assad estime acceptable, nous l'approuvons et l'acceptons », a ainsi affirmé le vice-ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdolahian. A Tunis, Burhan Ghalioun, chef du Conseil National Syrien (CNS) qui regroupe la majorité des courants de l'opposition a estimé que les déclarations de M. Mouallem étaient une « manœuvre pour couvrir l'échec du régime syrien ». Les observateurs pourront « accéder aux points chauds mais pas aux points militaires sensibles », a affirmé M. Mouallem, précisant que son pays n'avait accepté de signer le document que parce qu'il respectait sa « souveraineté ». « Dans ce protocole, nous parlons de protéger les civils contre les groupes terroristes », a-t-il ajouté.

A New York, l'Assemblée générale de l'Onu a adopté une résolution condamnant la situation des droits de l'Homme en Syrie où les violences ont fait plus de 5 000 morts selon une estimation des Nations-Unies. Paris a souligné que l'envoi d'observateurs « ne constitue que l'un des éléments » du plan de sortie de crise arabe qui prévoit aussi « l'arrêt de la répression, la libération de toutes les personnes emprisonnées à l'occasion des manifestations, le retour de l'armée dans les casernes et l'accès au territoire syrien des médias internationaux ».

Moscow Times (Russie / Russia)

Syria Praised for Admitting Monitors

REUTERS

Russia has praised a decision by Syria to let in Arab monitors, saying this could help stabilize the violence-stricken country.

"We believe that the document signed in Cairo gives an opportunity to ... provide safety for the Syrian people and stabilize the situation," the Foreign Ministry said in a statement carried by Interfax.

Syria agreed on Monday to let Arab League observers into the country to

monitor implementation of a deal it agreed last month to pull troops from protest-hit towns, free political prisoners and start talking to dissidents.

Damascus signed the deal on the counseling of Moscow, Syrian Foreign Minister Walid al-Moualem said.

An armed insurgency has emerged in the last two months in Syria, alongside a peaceful protest movement that began in March inspired by uprisings across the Arab world.

Syria is a major client for Russian arms sales and hosts a Russian naval outpost.

Globa, Times (Chine / China)

Syria imposes stiff penalties for weapon smugglers

Syrian President Bashar al-Assad yesterday signed a law imposing the death penalty on anyone arming “terrorists” as Damascus faces strong Western demands to rein in its security forces after Syria signed an agreement with the Arab League to let in Arab monitors.

“The law provides for the death penalty for anyone providing weapons or helping to provide weapons intended for the carrying out of terrorist acts,” the official SANA news agency said.

The decree also imposes life imprisonment with hard labor for arms smuggling “for profit or to carry out acts of terrorism,” and 15-years hard labor for arms smuggling for other purposes.

The signing of the law came a day after Syria agreed to let Arab League observers into the country to monitor implementation of a deal it agreed to last month to pull troops from protest-hit towns.

The opposition Syrian National Council charged Damascus’s acceptance of the observer mission was merely a “ploy” to head off a threat by the pan-Arab bloc to go to the UN Security Council.

The US yesterday reacted to Syria’s decision to let in Arab observers with skepticism, saying Syrian officials had failed to keep agreements too often in the past to be taken at their word.

Russia, however, hailed Syria’ agreement with the Arab League, saying this could help stabilize the violence-stricken country.

“If the opposition and Western nations insist on their previous demand that Assad step down immediately, it is possible that the situation becomes aggravated and even plunges into civil war,” Li Weijian, director of the Research Center of West Asian and African Studies at the Shanghai Institutes for International Studies, told the Global Times.

He said major elections to be held in the US and France next year could determine if the West will shore up their support to the opposition.

“Peace and stability might be expected once the opposition agrees to a peace plan under the Arab League that sets out a timetable,” he said.